

CHAPITRE V. — Séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport

Art. 20. La Société nationale des Chemins de fer belges tient des comptes distincts, d'une part, pour ses activités relatives à l'exploitation des services de transport et, d'autre part, pour ses activités relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 21. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 février 1869 relative aux cessions de concessions de chemins de fer est complété par l'alinéa suivant :

« N'est pas considérée comme cession, la mise à disposition des lignes pour l'exercice des droits d'accès et de transit conférés en exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes (91/440/CEE) du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires. »

Art. 22. L'arrêté royal du 4 juillet 1936 relatif au contrôle de l'Etat en matière d'accidents graves de nature à compromettre la sécurité sur les chemins de fer d'intérêt général et les chemins de fer vicinaux, est complété par un article *1bis*, rédigé comme suit :

« Art. *1bis*. Le règlement visé à l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux chemins de fer d'intérêt général. »

Art. 23. L'article 161 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est abrogé.

Art. 24. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

HOOFDSTUK V. — Scheiding tussen het beheer van de infrastructuur en de vervoersactiviteit

Art. 20. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen houdt afzonderlijke rekeningen voor enerzijds de activiteiten met betrekking tot de exploitatie van vervoerdiensten en anderzijds voor haar activiteiten met betrekking tot het beheer van de spoorweginfrastructuur.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 21. Artikel 1 van de wet van 23 februari 1869 betreffende de afstand van spoorwegvergunningen wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als afstand wordt niet beschouwd, het ter beschikking stellen van de lijnen voor de uitoefening van de toegangs- en doorvoerrechten die ter uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen (91/440/EEG) van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap worden verleend. »

Art. 22. Het koninklijk besluit van 4 juli 1936 betreffende het staatstoezicht inzake erge ongevallen die de veiligheid op de spoorwegen van algemeen belang en op de buurtspoorwegen in gevaar kunnen brengen, wordt aangevuld met een artikel *1bis*, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. Het in artikel 1 bedoelde reglement is niet van toepassing voor wat de spoorwegen van algemeen belang betreft. »

Art. 23. Artikel 161 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt opgeheven.

Art. 24. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 442

[C - 97/22063]

Arrêté royal relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui Vous est soumis pour signature, est pris en exécution des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4<sup>e</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Dans sa déclaration du 1<sup>er</sup> octobre 1996, le Gouvernement a annoncé un certain nombre de mesures relatives à la réforme du régime de pension des travailleurs indépendants. Il s'agit de mesures structurelles et sélectives qui doivent, d'une part, assurer la viabilité du régime et, d'autre part, le lier plus étroitement aux évolutions sociales. Cette première série de mesures est concrétisée dans le présent arrêté.

La viabilité du régime de pension des travailleurs indépendants est liée à la viabilité financière du statut social des travailleurs indépendants. Cela implique qu'une gestion financière efficace doit être menée et que des mesures structurelles doivent être prises tant dans le domaine des recettes que dans celui des dépenses.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW

N. 97 — 442

[C - 97/22063]

Koninklijk besluit betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>e</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is genomen in uitvoering van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>e</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie.

In haar mededeling van 1 oktober 1996 heeft de Regering een aantal maatregelen aangekondigd met betrekking tot de hervorming van het pensioenstelsel der zelfstandigen. Het gaat om structurele en selectieve maatregelen die enerzijds de leefbaarheid van het stelsel moeten vrijwaren en anderzijds het stelsel nauwer moeten doen aansluiten bij de maatschappelijke evoluties. Deze eerste reeks maatregelen wordt geconcretiseerd in dit besluit.

De leefbaarheid van het pensioenstelsel der zelfstandigen hangt samen met de financiële leefbaarheid van het sociaal statuut van de zelfstandigen. Dit houdt in dat er een doelmatig en doeltreffend financieel beheer gevoerd wordt én dat er zowel aan inkomsten- als aan uitgavenzijde structurele maatregelen genomen worden.

Les mesures relatives à la gestion financière et aux recettes, Vous ont déjà été proposées dans des arrêtés précédents.

La hausse prochaine des dépenses à prévoir dans le régime de pension notamment en raison des évolutions démographiques, est atténuée par une adaptation dans le calcul de la pension proportionnelle, par l'instauration d'une condition de carrière pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée et par l'exécution de la Directive européenne 79/7/CEE relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans le domaine de la sécurité sociale.

La pension proportionnelle est la pension accordée par année de carrière après 1983 en fonction des revenus professionnels. La formule de calcul actuelle tient compte du rapport entre le pourcentage de cotisation des travailleurs indépendants et celui des salariés, destiné au secteur des pensions. Depuis l'instauration de la gestion globale financière dans la sécurité sociale des travailleurs salariés et dans le statut social des travailleurs indépendants, cette méthode de travail ne répond plus à la réalité. Pour cette raison et en vue d'une diminution future des dépenses pour la pension proportionnelle, le nouveau régime instaure un nouveau mode de calcul.

Pour le calcul de la pension proportionnelle, les revenus professionnels sont dorénavant divisés en deux tranches. La première tranche va jusqu'à 1.346.210 Fr., le plafond de calcul actuel dans le régime de pension des travailleurs salariés. La deuxième tranche va de ce plafond au plafond intermédiaire pour le calcul des cotisations dans le statut social. En vue d'une certaine sélectivité, un coefficient de calcul différent est appliqué sur ces tranches.

Le coefficient 0,567851 a été déterminé sur la base du rapport réel entre les dépenses pour les prestations de pension des travailleurs indépendants (65.738,2 millions) et la totalité des dépenses du statut social des travailleurs indépendants (118.172,7 millions, faisant abstraction des transferts internes) en 1994, à savoir les données définitives les plus récentes.

La quote-part des dépenses pour les prestations de pension s'élève donc à 55,629 %. En appliquant ce pourcentage sur le taux de cotisation total de 16,7 % on obtient un taux de cotisation pour les pensions de 9,290043 %.

Le rapport entre ce taux de cotisation et le taux de cotisation pour les pensions qui était d'application dans le régime des travailleurs salariés avant l'introduction de la gestion globale (16,36 %), est exprimé par le coefficient 0,567851. Pour la première tranche des revenus professionnels, ce nouveau coefficient remplace le coefficient qui, pour l'année 1996, était fixé à 0,611791 par l'arrêté royal du 6 septembre 1996.

Le coefficient 0,463605, qui s'applique sur la deuxième tranche des revenus professionnels, a été calculé en partant du coefficient 0,611791 susmentionné. En multipliant ce dernier coefficient par la fraction qui représente le rapport entre le niveau sur lequel le revenu est plafonné dans le régime des travailleurs salariés et le régime des travailleurs indépendants pour le calcul de la pension ( $0,611791 \times 1.346.210 / 1.776.509$ ) l'on obtient le nouveau coefficient 0,463605.

Afin de maintenir la possibilité de prendre sa pension de retraite anticipativement, l'octroi de la pension anticipée est liée à une condition de carrière, au travers de tous les régimes de pension, qui évolue de 20 ans en 1997 à 35 ans en 2005. Simultanément, dans le cadre également de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, le pourcentage de réduction de 5 p.c. par année d'anticipation est instauré pour les femmes.

L'âge de la retraite est, sur une période transitoire allant de 1997 à 2009, fixé uniformément pour les hommes et les femmes à 65 ans. Le dénominateur de la fraction de la carrière est porté sur une même période de 40 à 45 pour les femmes.

Dans son avis, le Conseil d'Etat met l'accent sur le fait que la directive dont question réalise la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes mais se pose la question de savoir si la période transitoire (13 ans) pour arriver à une égalité formelle, peut encore être raisonnablement considérée comme étant en concordance, si non avec la lettre du moins avec l'esprit de la directive 79/7/CEE.

Ladite directive prévoit dans le premier article que les Etats membres doivent réaliser « progressivement », l'égalité des droits. Aucun délai « final » n'est prévu. Au contraire même, si l'on considère les possibilités « illimitées » dans le cadre de l'article 7 de la directive, on peut même se demander si un délai a été envisagé. Nos pays voisins par exemple ont dans leurs récentes réformes des pensions instauré des périodes transitoires de 12 à 20 années afin d'égaliser l'âge de la pension pour hommes et femmes. Ceci a été accepté par les instances européennes.

De maatregelen met betrekking tot het financieel beheer en de inkomsten werden U reeds in vorige besluiten voorgelegd.

De, mede doof de demografische evoluties, te verwachten toekomstige groei van de uitgaven in het pensioenstelsel wordt gemilderd door een aanpassing in de berekening van het proportioneel pensioen, door het invoeren van een loopbaanvoorwaarde om het pensioen vervroegd te kunnen genieten en door de uitvoering van de Europese richtlijn 79/7/EEC betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid.

Het proportioneel pensioen is het pensioen dat, per loopbaanjaar gelegen na 1983, toegekend wordt in functie van de bedrijfsinkomsten. De huidige berekeningsformule houdt rekening met de verhouding tussen het bijdragepercentage van de zelfstandigen en dat der werknemers, bestemd voor de sector pensioenen. Door de invoering van het globaal financieel beheer in de maatschappelijke zekerheid voor werknemers en in het sociaal statuut van de zelfstandigen beantwoordt deze werkwijze niet langer aan de realiteit. Om die reden en met het oog op een toekomstige mildering van de uitgaven voor het proportioneel pensioen voert de ontworpen regeling een nieuwe berekeningswijze in.

Voor de berekening van het proportioneel pensioen worden de bedrijfsinkomsten voortaan in twee schijven opgesplitst. De eerste schijf gaat tot 1.346.210 Fr., het huidige berekeningsplafond in de pensioenregeling voor werknemers. De tweede schijf loopt van dit plafond tot het tussenplafond voor de berekening van de bijdragen in het sociaal statuut. Met het oog op een zekere selectiviteit wordt op deze schijven een verschillende berekeningscoëfficiënt toegepast.

De coëfficiënt 0,567851 werd bepaald op basis van de reële verhouding tussen de uitgaven voor de uitkeringen voor pensioenen voor zelfstandigen (65.738,2 miljoen) en de totaliteit van de uitgaven van het sociaal statuut der zelfstandigen (118.172,7 miljoen, abstractie makend van de interne transferten) in 1994, zijnde de recentste definitieve cijfers.

Het aandeel van de uitgaven voor de uitkeringen voor pensioenen bedraagt derhalve 55,629 %. Toegepast op de totale bijdragevoet van 16,7 % betekent dit dat de bijdragevoet voor de pensioenen op 9,290043 % kan worden vastgesteld.

De verhouding tussen deze bijdragevoet en de pensioenbijdragevoet die in de werknemersregeling van toepassing was vóór de invoering van het globaal beheer (16,36 %), levert de coëfficiënt 0,567851 op. Voor de eerste schijf van de bedrijfsinkomsten, vervangt deze nieuwe coëfficiënt de coëfficiënt 0,611791, zoals die voor het jaar 1996 was vastgelegd bij koninklijk besluit van 6 september 1996.

De coëfficiënt 0,463605, die van toepassing is op de tweede schijf van de bedrijfsinkomsten, werd berekend uitgaande van bovenvermelde coëfficiënt 0,611791. Door deze te vermenigvuldigen met de breuk die de verhouding weergeeft tussen het niveau waarop in de werknemersregeling en in de zelfstandigenregeling het inkomen wordt begrensd met het oog op de pensioenberekening ( $0,611791 \times 1.346.210 / 1.776.509$ ) bekomt men de nieuwe coëfficiënt 0,463605.

Om de mogelijkheid om het rustpensioen vervroegd op te nemen te kunnen behouden, wordt de toekenning van het vervroegd pensioen gekoppeld aan een loopbaanvoorwaarde, over alle pensioenstelsels heen, die evolueert van 20 jaar in 1997 naar 35 jaar in 2005. Tegelijkertijd wordt, mede in het kader van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, het verminderingspercentage van 5 t.h. per jaar vervroeging ingevoerd voor de vrouwen.

Gespreid over een periode die loopt van 1997 tot 2009 wordt de pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen gelijkgeschakeld op 65 jaar. Met dezelfde geleidelijkheid wordt de noemer van de loopbaanbreuk voor de vrouwen van 40 op 45 gebracht.

De Raad van State legt in zijn advies de nadruk op het feit dat de bedoelde richtlijn in een geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen voorziet maar vraagt zich hieromtrent af of de overgangperiode (13 jaar) om tot een formele gelijkheid van mannen en vrouwen te komen, nog in redelijkheid in overeenstemming kan worden geacht met zo niet de letter, dan toch de geest van de richtlijn 79/7/EEG.

De vermelde richtlijn voorziet in het eerste artikel dat de Lidstaten de gelijkberechtiging 'geleidelijk' tot stand moeten brengen. Op het 'eindpunt' staat geen termijn. Integendeel zelfs, indien men de 'onbeperkte' mogelijkheden in het kader van artikel 7 van de richtlijn beschouwt, kan men zich zelfs afvragen of er een termijn beoogd werd. Onze buurlanden bijvoorbeeld hebben in hun recente pensioenhervormingen overgangspannen van 12 tot 20 jaar voorzien om de pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen gelijk te schakelen. Zulks is door de Europese instanties aanvaard.

L'article 7 de la directive permet donc aux Etats membres de déroger sur le plan de la fixation de l'âge de la retraite (...et ceci peut avoir un effet prolongé sur le calcul des prestations). Les Etats membres qui se réfèrent à cette « exception d'âge de la pension » doivent régulièrement se justifier auprès de la Commission européenne. La Belgique - tout à fait comme ses voisins - a fait un usage ininterrompu de cette dérogation et a conformément à l'article 8 de la directive informé de façon régulière la Commission européenne des étapes qu'elle se proposait d'accomplir.

D'ailleurs, lors de l'élaboration de la loi interprétative du 19 juin 1996 de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, le législateur a également été confronté à cette question.

Il ressort d'un examen plus approfondi de cette question que la Belgique n'est pas le seul pays n'ayant pas encore exécuté complètement la directive dont question et que les autres pays européens ont prévu des délais comparables dans leurs réformes des pensions. Il est utile de consulter à cet effet les activités de la Commission des Affaires sociales de la Chambre des représentants (Doc. Parl. 449/2 - 95/96).

Le présent arrêté confirme la méthode de travail suivie par le législateur belge, déjà depuis des années, pour mettre en œuvre de façon progressive le principe de l'égalité et ceci, bien entendu, conformément aux objectifs de la directive européenne.

Les mesures citées en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes font également partie de l'adaptation du régime aux évolutions sociales. Elles vont de pair avec une extension des droits des femmes dans les autres branches de la sécurité sociale et plus particulièrement dans le secteur des assurances relatives à l'incapacité de travail des travailleurs indépendants.

En outre, une base juridique est créée pour l'instauration d'une pension à mi-temps qui devrait permettre un passage plus souple de la vie active vers la retraite.

Enfin, la base juridique est posée pour le paiement sélectif d'un complément de pension aux travailleurs indépendants pensionnés et pour permettre l'octroi d'un nombre supplémentaire d'années de carrière, en fonction de la durée de la carrière professionnelle d'indépendant. Ces deux dernières mesures doivent contribuer, lors de leur exécution, à une meilleure réalisation de l'égalité de traitement entre hommes et femmes non seulement au niveau juridique mais également dans les faits.

Etant donné que la suggestion du Conseil d'Etat de réunir toutes les règles applicables en un seul texte n'a pas été suivie, il s'est avéré nécessaire d'ajouter trois dispositions modificatives au projet. Ces dispositions tendent à mettre en concordance la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture avec le présent arrêté.

Les articles du projet donnent lieu aux commentaires suivants.

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet article reprend l'ensemble des définitions nécessaires à la bonne compréhension des articles suivants.

**Art. 2.** Cet article délimite le champ d'application du présent arrêté et précise les dispositions légales existantes qui restent d'application.

**Art. 3.** Le § 1<sup>er</sup> pose comme principe général que l'âge de la pension est de 65 ans pour les hommes et les femmes.

Le § 2 prévoit la possibilité de faire prendre cours la pension de retraite de manière anticipée à partir de l'âge de 60 ans. Dans ce cas le montant de la pension de retraite est réduit de 5 p.c. par année d'anticipation.

Le § 3 dispose que la pension de retraite ne peut prendre cours de manière anticipée que si l'intéressé peut ouvrir des droits de pension pour au moins 35 années civiles en vertu de n'importe quel régime belge. De plus, le paragraphe fixe, pour les divers régimes de pension, à quelles conditions minimales il faut satisfaire et quelles périodes sont prises en considération pour l'ouverture du droit à la pension anticipée et lesquelles sont exclues.

Le Roi est autorisé à élaborer les modalités techniques à ce sujet par voie d'arrêté.

Le § 4 reprend l'article 3, § 2, troisième alinéa de l'arrêté royal n° 72.

Le § 5 reprend l'article 3, § 3, premier alinéa et l'article 5, § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa de l'arrêté royal n° 72 et dispose de quelle manière la date de la demande influence la date de prise de cours de la pension de retraite.

Artikel 7 van de richtlijn laat de Lidstaten derhalve toe af te wijken op het vlak van het vaststellen van de pensioengerechtigde leeftijd (... en zulks mag doorwerking hebben op de berekening van de prestaties). De Lidstaten die zich op deze 'pensioenleeftijdsexceptie' beroepen moeten zich regelmatig verantwoorden bij de Europese Commissie. België maakt - net als onze buurlanden - al ononderbroken gebruik van deze 'leeftijdsexceptie' en informeert, overeenkomstig artikel 8 van de richtlijn, de Europese Commissie dan ook op geregelde tijdstippen van de stappen die zij hieromtrent zet.

De wetgever werd trouwens ter gelegenheid van het tot stand brengen van de wet van 19 juni 1996 tot interpretatie van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, ook met deze vraag geconfronteerd.

Uit nader onderzoek van deze kwestie blijkt dat België niet het enige land is dat de bedoelde richtlijn nog niet volledig uitgevoerd heeft en dat de andere Europese landen vergelijkbare termijnen in hun pensioenhervormingen hebben voorzien. Het is nuttig in dat verband de werkzaamheden van de Commissie van de Sociale Zaken van de Kamer van volksvertegenwoordigers (Parl. St. 449/2 - 95/96) te raadplegen.

Het onderhavig besluit bevestigt de werkwijze die de Belgische wetgever al sinds jaren volgt om het beginsel van gelijke behandeling op geleidelijke wijze ten uitvoer te leggen, conform de doelstellingen van de Europese richtlijn.

De genoemde maatregelen inzake gelijkberechtiging van mannen en vrouwen behoren ook tot de aanpassing van het stelsel aan de maatschappelijke evoluties. Zij gaan gepaard met een uitbreiding van de rechten van de vrouwen in de andere takken van de sociale zekerheid en meer in het bijzonder in de sector van de verzekering tegen de arbeidsongeschiktheid van de zelfstandigen.

Verder wordt een juridische basis gecreëerd voor de invoering van een halftijds pensioen, dat een soepele overgang van het actief leven naar het pensioen moet mogelijk maken.

Tot slot wordt de juridische basis gelegd om op selectieve wijze een pensioenbijslag te betalen aan gepensioneerd zelfstandigen en om in functie van de duur van de beroepsloopbaan als zelfstandige een aantal extra loopbaanjaren toe te kennen. Deze laatste twee maatregelen moeten er bij hun uitvoering toe bijdragen dat niet alleen de juridische maar ook de feitelijke gelijkberechtiging van mannen en vrouwen beter wordt gerealiseerd.

Aangezien er niet ingegaan werd op de suggestie van de Raad van State om alle toepasselijke regels in één tekst samen te brengen, is het noodzakelijk gebleken om nog drie wijzigingsbepalingen aan het ontwerp toe te voegen. Deze bepalingen strekken er toe de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uitreding in de landbouwsector in overeenstemming te brengen met dit besluit.

De artikelen van het ontwerp geven aanleiding tot de volgende commentaren.

**Artikel 1.** In dit artikel is het geheel van de definities opgenomen dat nodig is voor een goed begrip van de volgende artikelen.

**Art. 2.** Dit artikel bakt het toepassingsgebied van dit besluit af en bepaalt welke bestaande wetsbepalingen van toepassing blijven.

**Art. 3.** De eerste paragraaf stelt als algemeen principe dat de pensioenleeftijd 65 jaar is voor mannen en vrouwen.

Paragraaf 2 voorziet de mogelijkheid om het rustpensioen vervroegd vanaf de leeftijd van 60 jaar te laten ingaan. In dat geval wordt het bedrag van het rustpensioen verminderd met 5 t.h. per jaar vervroeging.

Paragraaf 3 bepaalt dat het rustpensioen slechts vervroegd kan ingaan indien de belanghebbende voor tenminste 35 kalenderjaren pensioenrechten kan openen krachtens om het even welke Belgische regeling. Bovendien wordt voor de verschillende pensioenregelingen vastgesteld aan welke minimumvereisten moet voldaan worden en welke periodes voor de opening van het recht op vervroegd pensioen in aanmerking genomen worden en welke uitgesloten worden.

De Koning wordt gemachtigd om de technische modaliteiten hieromtrent bij wijze van besluit uit te werken.

Paragraaf 4 herneemt artikel 3, § 2, derde lid van het koninklijk besluit nr. 72.

Paragraaf 5 herneemt artikel 3, § 3, eerste lid en artikel 5, § 1, derde lid van het koninklijk besluit nr. 72 en bepaalt welke invloed de datum van de aanvraag heeft op de ingangsdatum van het rustpensioen.

**Les articles 4 à 9  
et les articles 11 et 12**

Les articles 4 à 9 et les articles 11 et 12 reprennent le contenu des articles 124 à 130 de la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation des régimes de pension. Les modifications suivantes sont apportées :

- afin d'arriver à un calcul de pension identique pour les hommes et les femmes, le dénominateur de la fraction de la carrière est fixé à 45 pour les hommes et les femmes;

- la formule de calcul pour la pension proportionnelle est modifiée pour la partie de la carrière se situant après le 31 décembre 1996. La partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 1.346.210 Fr (le plafond de calcul actuel dans le régime de pension des travailleurs salariés), est multipliée par le coefficient 0,567851 et la partie à prendre en considération qui dépasse ce montant est multipliée par le coefficient 0,463605. Le montant de 1.346.210 Fr. est adapté aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

**Art. 10.** Les dispositions de cet article autorisent le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

- à adapter les coefficients cités pour les années de la carrière à partir de l'adaptation;

- à adapter le montant de 1.346.210 Fr. tous les deux ans, simultanément à l'adaptation faite sur la base de la marge salariale dans le régime des pensions des travailleurs salariés;

**Art. 13.** Cet article autorise le Roi à instaurer un régime de pension à mi-temps à partir de l'âge de 60 ans, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 14.** Cet article autorise le Roi à payer un supplément de pension aux travailleurs indépendants retraités qui ont une carrière d'indépendant au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 15.** Cet article autorise le Roi à augmenter le numérateur de la fraction de la carrière pour les pensions de retraite qui prennent cours entre le 30 juin 1997 et le 31 décembre 2009, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 16.** Cet article réalise pour les femmes le passage progressif à l'âge de la retraite de 65 ans durant la période qui va du 1<sup>er</sup> juillet 1997 au 1<sup>er</sup> décembre 2008. Lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou plus tard, l'âge de la retraite des femmes est fixé, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, à 65 ans.

Pendant cette période de transition, la pension de retraite anticipée des femmes est également réduite de 5 p.c. par année d'anticipation.

**Art. 17.** Cette disposition transitoire réalise l'instauration progressive de la condition de la durée de la carrière qui doit être remplie afin de pouvoir bénéficier d'une pension de retraite anticipée. La condition évolue de 20 à 34 années durant la période qui va du 1<sup>er</sup> juillet 1997 au 1<sup>er</sup> décembre 2004. Lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ou plus tard, la condition de la carrière est, conformément à l'article 3, § 3, égale à 35 ans.

**Art. 18.** Cet article réalise, pour le calcul de la pension de retraite des femmes, le passage progressif d'un calcul en 40e à un calcul en 45e, durant la période qui va du 1<sup>er</sup> juillet 1997 au 1<sup>er</sup> décembre 2008. Lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou plus tard, le calcul pour les hommes et les femmes est effectué, conformément à l'article 4, § 2, en 45èmes.

**Art. 19.** Cette disposition transitoire réalise le passage de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, nécessaire au calcul de la pension de survie.

**Art. 20.** Cet article autorise le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à adapter le montant du plafond intermédiaire pour les cotisations à partir du moment où, suite aux adaptations du montant de 1.346.210 Fr., ce dernier montant est égal au montant du plafond intermédiaire.

**Art. 21.** Cet article réalise l'égalité de traitement progressive entre les hommes et les femmes en matière de cotisations après l'âge de la retraite.

**Art. 22.** Cet article réalise pour les femmes l'accès progressif de 61 à 65 ans à l'assurance contre l'incapacité de travail des travailleurs indépendants.

**De artikelen 4 tot en met 9  
en de artikelen 11 en 12**

De artikelen 4 tot en met 9 en de artikelen 11 en 12 hernemen inhoudelijk de artikelen 124 tot en met 130 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen. De volgende wijzigingen werden aangebracht :

- om tot een gelijke pensioenberekening voor mannen en vrouwen te komen, wordt de noemer van de loopbaanbreuk voor mannen en vrouwen op 45 vastgesteld;

- de berekeningsformule voor het proportioneel pensioen wordt gewijzigd voor het gedeelte van de loopbaan dat na 31 december 1996 gelegen is. Het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 1.346.210 Fr. (het huidige berekeningsplafond in de pensioenregeling voor werknemers) niet overschrijdt, wordt vermenigvuldigd met de coëfficiënt 0,567851 en het in aanmerking te nemen gedeelte dat dit bedrag overschrijdt wordt vermenigvuldigd met de coëfficiënt 0,463605. Het bedrag van 1.346.210 Fr. wordt aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen.

**Art. 10.** De bepalingen van dit artikel machtigen de Koning om bij in Ministerraad overlegd besluit :

- de hoger genoemde coëfficiënten aan te passen voor de loopbaan-jaren vanaf de aanpassing;

- het bedrag van 1.346.210 Fr. om de twee jaar aan te passen, gelijklopend met de aanpassing die in de werknemersregeling gebeurt op basis van de loonmarge;

**Art. 13.** Dit artikel machtigt de Koning om bij in Ministerraad overlegd besluit een stelsel van halftijds pensioen in te stellen vanaf de leeftijd van 60 jaar.

**Art. 14.** Dit artikel machtigt de Koning om bij in Ministerraad overlegd besluit een pensioenbijslag te betalen aan de gepensioneerd zelfstandigen met een loopbaan als zelfstandige die tenminste gelijk is aan twee derden van een volledige loopbaan.

**Art. 15.** Dit artikel machtigt de Koning om bij in Ministerraad overlegd besluit de teller van de loopbaanbreuk te verhogen voor de rustpensioenen die ingaan tussen 30 juni 1997 en 31 december 2009.

**Art. 16.** Dit artikel realiseert voor de vrouwen de geleidelijke overgang naar de pensioenleeftijd van 65 jaar gedurende de periode die loopt van 1 juli 1997 tot 1 december 2008. Wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat op 1 januari 2009 of later is de pensioenleeftijd voor vrouwen, overeenkomstig artikel 3, § 1, 65 jaar.

Ook gedurende deze overgangperiode wordt het vervroegd rustpensioen van de vrouwen verminderd met 5 t.h. per jaar vervroeging.

**Art. 17.** Deze overgangsbepaling realiseert de geleidelijke invoering van de voorwaarde inzake duur van de beroepsloopbaan die moet vervuld zijn om een vervroegd rustpensioen te kunnen bekomen. De voorwaarde evolueert van 20 jaren naar 34 jaren gedurende de periode die loopt van 1 juli 1997 tot 1 december 2004. Wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat op 1 januari 2005 of later is de loopbaanvoorwaarde overeenkomstig artikel 3, § 3, 35 jaren.

**Art. 18.** Dit artikel realiseert voor de berekening van het rustpensioen van de vrouwen de geleidelijke overgang van een berekening in 40sten naar een berekening in 45sten gedurende de periode die loopt van 1 juli 1997 tot 1 december 2008. Wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat op 1 januari 2009 of later gebeurt de berekening voor mannen en vrouwen, overeenkomstig artikel 4, § 2, in 45sten.

**Art. 19.** Deze overgangsbepaling realiseert de overgang van pensioenleeftijd van de vrouwen naar 65 jaar, die noodzakelijk is voor de berekening van het overlevingspensioen.

**Art. 20.** Dit artikel machtigt de Koning om bij in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van het tussenplafond voor de bijdragen aan te passen van zodra, ingevolge de aanpassingen aan het bedrag van 1.346.210 Fr., dit laatste bedrag minstens gelijk is aan het bedrag van het tussenplafond.

**Art. 21.** Dit artikel realiseert de geleidelijke gelijkberechtiging van mannen en vrouwen inzake bijdragen na de pensioenleeftijd.

**Art. 22.** Dit artikel realiseert voor de vrouwen de geleidelijke toegang van 61 tot 65 jaar tot de verzekering tegen arbeidsongeschiktheid voor zelfstandigen.

**Art. 23.** Cet article modifie la disposition existante en ce sens que la pension n'est pas non plus payable si l'intéressé bénéficie d'une allocation complémentaire, accordée dans le cadre d'une prépension conventionnelle.

#### Les articles 24 à 26

Ces articles ajoutent aux articles 4, 5 et 6, de la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture les références nécessaires au présent projet.

**Art. 27.** Cet article fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes entreprises,

K. PINXTEN

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 12 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions", a donné le 17 décembre 1996 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par le fait que "dat (het ontworpen) besluit in werking moet treden op 1 juli 1997 en dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen in staat te stellen om tijdig alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de pensioenen die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen tijdig te kunnen berekenen en betekenen".

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat doit se limiter aux observations ci-après.

#### Portée du projet.

L'arrêté en projet soumis pour avis a pour objet de réformer, sur un nombre de points, le régime de pension des travailleurs indépendants. La réglementation en projet, prise en exécution de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, s'appliquerait aux pensions prenant cours au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Concrètement, le projet comporte les modifications suivantes par rapport à la réglementation en vigueur :

- l'âge de la pension est désormais fixé à 65 ans non seulement pour les hommes, mais également pour les femmes (article 3, § 1<sup>er</sup>); un régime transitoire est prévu pour les femmes (article 16);
- pour les personnes souhaitant prendre leur pension par anticipation, la condition de carrière est portée de 10 à 35 années civiles (article 3, § 3); un régime transitoire est prévu (article 17);
- tant pour les hommes que pour les femmes, la pension est calculée en 45es (article 4, § 2, en ce qui concerne la pension de retraite; article 7, § 2, en ce qui concerne la pension de survie); un régime transitoire est prévu pour les femmes (les articles 18 et 19);
- il est prévu un calcul modifié de la partie proportionnelle de la pension qui se rapporte aux années se situant après le 31 décembre 1996 (article 6, § 2, en ce qui concerne la pension de retraite; article 9, § 2, en ce qui concerne la pension de survie);
- le Roi est autorisé à instaurer un régime de pension mi-temps (article 13);

**Art. 23.** Dit artikel wijzigt de bestaande bepaling in die zin dat het pensioen evenmin betaalbaar is indien de gerechtigde een aanvullende vergoeding geniet, toegekend in het kader van een conventioneel brugpensioen.

#### De artikelen 24 tot en met 26

Deze artikelen voegen aan de artikelen 4, 5 en 6, van de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector de nodige verwijzingen naar dit ontwerp toe.

**Art. 27.** Dit artikel bepaalt de inwerkingtreding van het besluit op 1 juli 1997.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Landbouw  
en van de Kleine en Middelgrote ondernemingen,  
K. PINXTEN

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 12 december 1996 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels", heeft op 17 december 1996 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

Te dezen wordt de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit "dat (het ontworpen) besluit in werking moet treden op 1 juli 1997 en dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen in staat te stellen om tijdig alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de pensioenen die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen tijdig te kunnen berekenen en betekenen".

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

#### Strekking van het ontwerp.

Het voor advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe het pensioenstelsel der zelfstandigen op een aantal punten te hervormen. De ontworpen regeling, genomen ter uitvoering van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, zou van toepassing zijn op de pensioenen die ten vroegste op 1 juli 1997 ingaan.

Concreet bevat het ontwerp de volgende wijzigingen ten opzichte van de vigerende regeling :

- de pensioenleeftijd wordt voortaan niet enkel voor mannen, maar ook voor vrouwen, vastgesteld op 65 jaar (artikel 3, § 1); voor de vrouwen wordt in een overgangsregeling voorzien (artikel 16);
- voor degenen die vervroegd op pensioen willen gaan, wordt de loopbaanvoorwaarde opgetrokken van 10 tot 35 kalenderjaren (artikel 3, § 3); er wordt in een overgangsregeling voorzien (artikel 17);
- het pensioen wordt, zowel voor mannen als voor vrouwen, berekend in 45sten (artikel 4, § 2, i.v.m. het rustpensioen; artikel 7, § 2, i.v.m. het overlevingspensioen); voor de vrouwen wordt in een overgangsregeling voorzien (artikelen 18 resp. 19);
- er wordt voorzien in een gewijzigde berekening van het proportionele gedeelte van het pensioen dat betrekking heeft op de jaren na 31 december 1996 (artikel 6, § 2, i.v.m. het rustpensioen; artikel 9, § 2, i.v.m. het overlevingspensioen);
- de Koning wordt gemachtigd tot het instellen van een stelsel van halftijds pensioen (artikel 13);

— le Roi est autorisé à instaurer un complément de pension en faveur du travailleur indépendant qui a une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète (article 14);

— le Roi est autorisé à accorder un nombre supplémentaire d'années de carrière en faveur des travailleurs indépendants dont la pension de retraite prend cours entre le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et le 1<sup>er</sup> décembre 2009 (article 15).

Sur un nombre de points, le projet présente des similitudes avec un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions" (régime de pension des travailleurs salariés), sur lequel le Conseil d'Etat a rendu l'avis L. 25.863/1 le 16 décembre 1996.

#### Fondement légal.

Le projet tient essentiellement son fondement légal de l'article 15 de la loi précitée du 26 juillet 1996, selon lequel le Roi est autorisé, "dans le respect ... de la spécificité des régimes (de pension et) de la garantie du maintien des droits pour les pensionnés dont la pension a pris cours effectivement et pour la première fois avant la date d'entrée en vigueur de (cette) loi", à prendre un nombre de mesures relatives aux pensions légales. Sont notamment au nombre de ces mesures, celles qui visent à réaliser progressivement l'égalité des droits entre hommes et femmes (1<sup>o</sup>) et à assurer à terme la viabilité et la légitimité des régimes légaux des pensions par une modération de la hausse globale des dépenses (3<sup>o</sup>).

Dans la mesure où l'article 14 de l'arrêté en projet autorise le Roi à prévoir un supplément de pension pour les bénéficiaires dont la carrière de travailleur indépendant est au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète, le projet peut être réputé tenir un fondement légal de l'article 27 de la loi précitée du 26 juillet 1996. Selon cet article 27, le Roi peut prendre toutes les mesures utiles pour réformer l'allocation spéciale visée à l'article 152 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Enfin, l'article 10, § 3, du projet autorise le Roi à adapter le montant du plafond intermédiaire sur lequel est calculé la cotisation au statut social des travailleurs indépendants. Le fondement légal de cette disposition pourrait être procuré par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, dans la mesure où la disposition en projet peut se justifier en vue de garantir l'équilibre financier du régime de la sécurité sociale des travailleurs indépendants, et pour autant que la mesure concernée réponde aux exigences imposées à l'article 2 de la loi précitée. Dans le délai qui lui est imparti pour rendre son avis, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat de s'assurer de ce que les conditions visées sont effectivement remplies.

#### Observations générales.

1. Le régime de base relatif au système de pension des travailleurs indépendants est actuellement inscrit à l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. Jusqu'à ce jour, des modifications à ce régime ont été intégrées à cet arrêté, à l'exception de ce que prévoit la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions à propos du mode de calcul relatif à la carrière et aux revenus professionnels : cette loi comporte à cet égard des dispositions autonomes qui s'appliquent aux pensions ayant pris effectivement cours pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 1985 (voir les articles 123 à 130 de la loi).

Les auteurs du projet se sont inspirés de cette loi pour rédiger également un nombre de dispositions autonomes qui s'appliquent aux pensions prenant cours effectivement et pour la première fois le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Il va sans dire que pareille méthode rend la réglementation confuse. Un nombre important de dispositions de l'arrêté royal n° 72 demeurent encore applicables aux pensions qui sont régies par l'arrêté en projet. Pour le surplus, l'arrêté royal n° 72, la loi du 15 mai 1984 et l'arrêté en projet se recouvrent en partie. Ce chevauchement pourrait être évité si toutes les règles applicables étaient réunies en un seul texte qui ferait

— de Koning wordt gemachtigd tot het instellen van een pensioenbijslag ten gunste van de zelfstandige met een loopbaan die ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan (artikel 14);

— de Koning wordt gemachtigd tot het toekennen van een bijkomend aantal loopbaan jaren, ten gunste van de zelfstandigen wier rustpensioen ingaat tussen 1 juli 1997 en 1 december 2009 (artikel 15).

Op een aantal punten vertoont het ontwerp gelijkenis met een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels" (pensioenstelsel werknemers), waarover de Raad van State op 16 december 1996 het advies L. 25.863/1 gegeven heeft.

#### Rechtsgrond.

Het ontwerp vindt hoofdzakelijk rechtsgrond in artikel 15 van de genoemde wet van 26 juli 1996, naar luid waarvan de Koning gemachtigd is om, "met respect voor ... de eigenheid van de pensioenstelsels (en) het vrijwaren van de pensioenrechten van de gepensioneerden wier pensioen daadwerkelijk en voor de eerste keer is ingegaan vóór de inwerkingtreding van (die) wet", een aantal maatregelen inzake de wettelijke pensioenen te nemen. Tot die maatregelen behoren onder meer die welke gericht zijn op de geleidelijke verwezenlijking van de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen (1<sup>o</sup>) en op het waarborgen van de leefbaarheid en de legitimiteit in de toekomst van de wettelijke pensioenstelsels, via een mildering van de globale uitgavenstijging (3<sup>o</sup>).

In zoverre artikel 14 van het ontworpen besluit de Koning machtigt om in een pensioenbijslag te voorzien voor gerechtigden wier loopbaan als zelfstandige ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan, kan het ontwerp geacht worden een rechtsgrond te vinden in artikel 27 van de genoemde wet van 26 juli 1996. Volgens dat artikel 27 kan de Koning alle nuttige maatregelen nemen om de bijzondere bijslag, bedoeld in artikel 152 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisatie in de pensioenregelingen, te hervormen.

Ten slotte houdt artikel 10, § 3, van het ontwerp een machtiging aan de Koning in om het bedrag aan te passen van het tussenplafond waarop de bijdrage in het sociaal statuut der zelfstandigen wordt berekend. Voor die bepaling zou een rechtsgrond gevonden kunnen worden in artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, voor zover de ontworpen bepaling verantwoord kan worden vanuit het oogpunt van het waarborgen van het financieel evenwicht van het stelsel van de sociale zekerheid van de zelfstandigen, en voor zover de betrokken maatregel beantwoordt aan de vereisten opgelegd bij artikel 2 van de genoemde wet. Binnen de tijd die hem voor het geven van zijn advies is toegemeten, is het de Raad van State niet mogelijk geweest zich ervan te vergewissen of inderdaad aan de genoemde voorwaarden is voldaan.

#### Algemene opmerkingen.

1. De basisregeling betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen is thans vervat in het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen. Wijzigingen van dat stelsel zijn tot hertoe in dat besluit opgenomen, met uitzondering van hetgeen i.v.m. de berekeningswijze betreffende de loopbaan en de bedrijfsinkomsten is bepaald in de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen die wet bevat op het genoemde vlak autonome bepalingen, welke van toepassing zijn op de pensioenen die effectief voor de eerste maal zijn ingegaan ten vroegste op 1 januari 1985 (zie de artikelen 123 tot 130 van de wet).

De stellers van het ontwerp hebben zich op die wet geïnspireerd om eveneens een aantal autonome bepalingen te redigeren, welke van toepassing zijn op de pensioenen die effectief voor de eerste maal ingaan op 1 juli 1997.

Het hoeft geen betoog dat een dergelijke werkwijze de regelgeving onoverzichtelijk maakt. Een groot deel van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 blijft nog van toepassing op de pensioenen die onder de toepassing van het ontworpen besluit vallen. Voor het overige bestaan er overlappingsen tussen het koninklijk besluit nr. 72, de wet van 15 mei 1984 en het ontworpen besluit. Die overlappingsen zouden

clairement une distinction entre les règles communes et les règles réellement différentes selon la date à laquelle la pension prend effectivement cours (1).

Il convient de relever, subsidiairement, que le projet gagnerait en clarté s'il s'inspirait de la division suivie aux articles 123 à 130 de la loi du 15 mai 1984. Cela suppose une redistribution des articles 3 à 12 du projet.

2. L'arrêté en projet doit être examiné à la lumière de la directive 79/7/CEE du Conseil du 19 décembre 1978 relative à la mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale.

L'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, de cette directive dispose que le principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement, en ce qui concerne notamment le champ d'application des régimes de sécurité sociale et les conditions d'accès à ces régimes, et en ce qui concerne le calcul des prestations. Si l'article 7, paragraphe 1, prévoit que la directive ne fait pas obstacle à la faculté qu'ont les Etats membres d'exclure notamment la fixation de l'âge de la retraite du champ d'application de la directive (point a), les Etats membres n'en sont pas moins tenus, selon l'article 7, paragraphe 2, de vérifier périodiquement s'il est encore justifié de maintenir de telles exclusions.

Par cette exception, le législateur européen a "entendu autoriser les Etats membres à maintenir temporairement, en matière de retraites, les avantages reconnus aux femmes, afin de leur permettre de procéder progressivement à une modification des systèmes de pension sur ce point sans perturber l'équilibre financier complexe de ces systèmes, dont il ne pouvait méconnaître l'importance" (2).

Le projet vise notamment à fixer un âge de la retraite identique pour les hommes et les femmes, étant entendu toutefois que cette uniformisation s'effectuera par étapes et ne sera entièrement réalisée que le 1<sup>er</sup> janvier 2009, et qu'en outre le mode de calcul du montant de la pension sera adapté progressivement de manière à n'être identique pour les hommes et les femmes qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le régime en projet a pour effet, du moins en ce qui concerne les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, que le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes préconisé par la directive 79/7/CEE ne sera intégralement concrétisé que le 1<sup>er</sup> janvier 2009. S'il est vrai que la directive concernée prévoit une mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, elle date cependant déjà du 19 décembre 1978. Compte tenu de cette constatation, la question se pose de savoir si le régime que le projet entend instaurer de manière progressive, peut encore être raisonnablement considéré comme conforme sinon à la lettre, du moins à l'esprit de la directive 79/7/CEE (3). Par ailleurs, le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas été en mesure de vérifier, dans le bref délai dans lequel l'avis a été demandé, si le projet comporte un régime susceptible d'être tenu pour compatible, sous tous ses aspects, avec le principe d'égalité tel qu'il est consacré par la Constitution et un nombre de normes de droit international (4).

(1) Le délégué du gouvernement a précisé à cet égard que l'intention est de faire usage ultérieurement de la faculté de coordonner les dispositions de l'arrêté royal n° 72, de la loi du 15 mai 1984 et de l'arrêté en projet (voir l'article 153 de la loi du 15 mai 1984).

(2) C.J., 7 juillet 1992, Equal Opportunities Commission, Jur., 1992, I, (4297), p. 4337, considérant 15.

(3) Seule la Cour de Justice des Communautés européennes paraît pouvoir apporter une réponse définitive à cet égard.

(4) A ce propos, un contrôle juridictionnel pourra toujours être effectué par le Conseil d'Etat, section d'administration, ou par la Cour d'arbitrage, lors de la confirmation ultérieure de l'arrêté par le législateur. Le cas échéant, la Cour européenne des droits de l'homme pourra également procéder à un pareil contrôle

vermieden kunnen worden, als alle toepasselijke regels in één tekst worden samengebracht, waarbij een duidelijk onderscheid gemaakt wordt tussen de gemeenschappelijke regels en de regels die werkelijk verschillen, naar gelang van het ogenblik waarop het pensioen effectief ingaat (1).

Ondergeschikt kan opgemerkt worden dat het ontwerp aan duidelijkheid zou winnen indien het de indeling zou overnemen welke gevolgd wordt in de artikelen 123 tot 130 van de wet van 15 mei 1984. Dit veronderstelt een herschikking van de artikelen 3 tot 12 van het ontwerp.

2. Het ontworpen besluit dient getoetst te worden aan de richtlijn 79/7/EEG van de Raad van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid.

Artikel 4, lid 1, van die richtlijn bepaalt dat het beginsel van de gelijke behandeling inhoudt dat iedere vorm van discriminatie op grond van geslacht, hetzij direct, hetzij indirect, is uitgesloten, onder meer met betrekking tot de werkingssfeer van de sociale zekerheidsregelingen en de voorwaarden inzake toelating tot die regelingen, en met betrekking tot de berekening van de prestaties. Weliswaar bepaalt artikel 7, lid 1, dat de richtlijn geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de Lid-Staten om onder meer de vaststelling van de pensioengerechtigde leeftijd van de werkingssfeer van de richtlijn uit te sluiten (littera a), doch volgens artikel 7, lid 2, zijn de Lid-Staten ertoe gehouden periodiek te onderzoeken of het nog verantwoord is dergelijke uitzonderingen te handhaven.

Met die uitzondering heeft de Europese wetgever "de Lid-Staten ... willen toestaan tijdelijk de aan vrouwen toegekende voordelen op pensioengebied te handhaven, teneinde hen in staat te stellen hun pensioenstelsels op dit punt geleidelijk aan te passen zonder het ingewikkelde financiële evenwicht van die stelsels - een aspect dat niet kon worden genegeerd - te verstoren" (2).

Het ontwerp strekt er onder meer toe in eenzelfde pensioenleeftijd te voorzien voor mannen en vrouwen, met dien verstande evenwel dat die gelijkstelling stapsgewijze gebeurt om pas tegen 1 januari 2009 volledig te zijn verwezenlijkt, en dat ook de berekeningswijze van het pensioenbedrag geleidelijk wordt aangepast, om pas vanaf 1 januari 2009 dezelfde te zijn voor mannen en vrouwen.

De ontworpen regeling heeft, althans voor wat de pensioenen betreft welke daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan vanaf 1 juli 1997, tot gevolg dat het in de richtlijn 79/7/EEG voorgestane beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen inzake pensioenen pas tegen 1 januari 2009 volledig zal zijn verwezenlijkt. Weliswaar voorziet de betrokken richtlijn in een geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen, doch die richtlijn dateert reeds van 19 december 1978. In het licht van die vaststelling is het de vraag of de regeling welke het ontwerp op een geleidelijke wijze beoogt in te voeren, nog in redelijkheid in overeenstemming kan worden geacht met zonet de letter, dan toch de geest van de richtlijn 79/7/EEG (3). Daarenboven is het de Raad van State, afdeling wetgeving, niet mogelijk geweest om, binnen het korte tijdsbestek waarin om het advies werd verzocht, na te gaan of met het ontwerp een regeling voorligt welke in al haar aspecten verenigbaar kan worden geacht met het gelijkheidsbeginsel zoals dat in de Grondwet en in een aantal internationaalrechtelijke normen ligt besloten (4).

(1) De gemachtigde van de regering heeft in dit verband verklaard dat de bedoeling bestaat om op een later ogenblik gebruik te maken van de mogelijkheid om de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72, van de wet van 15 mei 1984 en van het ontworpen besluit te coördineren (zie artikel 153 van de wet van 15 mei 1984).

(2) H.J., 7 juli 1992, Equal Opportunities Commission, Jur., 1992, I, (4297), p. 4337, overw. 15.

(3) Een definitief uitsluitsel daaromtrent lijkt enkel door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te kunnen worden gegeven.

(4) Terzake zal steeds een rechterlijke toetsing mogelijk blijven door de Raad van State, afdeling administratie of, na de latere bekrachtiging van het besluit door de wetgever, door het Arbitragehof. Ook het Europees Hof voor de Rechten van de Mens zal in voorkomend geval tot een dergelijke toetsing kunnen overgaan.

## Examen du texte.

## Intitulé.

1. Il a toujours été d'usage de numérotter les arrêtés de pouvoirs spéciaux. Cet usage devrait également être appliqué aux arrêtés pris en exécution, notamment, des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Au demeurant, l'information implicite que fournit la numérotation de l'arrêté — à savoir qu'il s'agit d'un texte apte à modifier immédiatement la loi et promis à une confirmation législative prochaine — est d'une grande utilité pour les justiciables, avertis ainsi des limites dans lesquelles la légalité de son dispositif peut être contestée devant les juridictions.

Le Conseil d'Etat estime devoir maintenir la suggestion relative à la numérotation des arrêtés de pouvoirs spéciaux, même s'il apparaît que le gouvernement ne l'a pas retenue en ce qui concerne les arrêtés publiés jusqu'à ce jour.

2. Conformément aux règles de la légistique formelle, l'intitulé doit rendre, de manière succincte mais précise, la teneur de la réglementation.

En l'espèce, l'intitulé exprime insuffisamment la portée de la réglementation en projet.

dans la mesure où la suggestion relative à la numérotation de l'arrêté est retenue, l'intitulé pourrait être rédigé comme suit :

« Arrêté royal n° ... relatif au régime de pension des travailleurs indépendants ».

## Préambule

1. Compte tenu de l'observation relative au fondement légal, il conviendrait éventuellement d'ajouter aussi, après la référence aux articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, une référence à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2. Il y aurait lieu de mentionner, dans les alinéas concernés du préambule, les dates de l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, de l'avis de l'inspecteur des finances et de l'accord du Ministre du Budget.

## Article 2.

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, on écrira, pour des raisons de clarté, "pensions des travailleurs indépendants" au lieu de "pensions".

2. La règle énoncée au paragraphe 2 ne permet pas de déterminer de manière suffisamment claire quelles dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 et de la loi du 15 mai 1984 s'appliquent aux pensions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le lien existant entre les divers régimes peut être indiqué plus clairement de la manière utilisée à l'article 123 de la loi du 15 mai 1984. Les auteurs du projet pourraient s'inspirer de cette disposition pour rédiger le texte d'une manière plus conforme à l'exigence de la sécurité juridique.

## Article 3.

Selon le paragraphe 2, la pension de retraite est, en cas de pension anticipée d'un travailleur indépendant, réduite de 5 p.c. par année d'anticipation.

Ainsi que l'a observé l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, une réduction similaire a été supprimée pour les travailleurs salariés.

La question se pose de savoir si les travailleurs indépendants et les travailleurs salariés constituent des catégories comparables à cet égard et, si cela était, si la différence de traitement se justifie au regard de la Constitution. Dans le délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de trancher cette question.

## Onderzoek van de tekst.

## Opschrift.

1. Het is steeds de gewoonte geweest om bijzondere-machtenbesluiten te nummeren. Die gewoonte zou ook moeten worden gevolgd voor de besluiten genomen ter uitvoering van onder meer de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Overigens is de impliciete informatie die de nummering van het besluit inhoudt, namelijk dat het gaat om een tekst die de wet onmiddellijk kan wijzigen maar die zelf later bij wet moet worden bekrachtigd, van groot nut voor de rechtssubjecten, die aldus weten binnen welke grenzen de wettigheid van het dispositief ervan voor de rechtbanken kan worden betwist.

De Raad van State meent de suggestie tot nummering van de bijzondere-machtenbesluiten te moeten handhaven, ook al blijkt dat de regering bij de tot nu toe bekendgemaakte besluiten niet op die suggestie is ingegaan.

2. Overeenkomstig de regels van de formele legistiek dient het opschrift kort, maar precies, de inhoud van de regeling weer te geven.

Te dezen blijkt uit het opschrift onvoldoende welke de inhoud van de ontworpen regeling is.

Voor zover ingegaan wordt op de suggestie tot nummering van het besluit, zou het opschrift als volgt kunnen luiden :

« Koninklijk besluit nr. ... betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen ».

## Aanhef.

1. Gelet op de opmerking in verband met de rechtsgrond voege men, na de verwijzing naar de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, eventueel ook een verwijzing in naar artikel 3, § 1, 4<sup>e</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie.

2. Men vermeldde, in de respectieve aanhefverwijzingen, de data van het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, van het advies van de inspecteur van financiën en van het akkoord van de Minister van Begroting.

## Artikel 2.

1. In paragraaf 1 schrijve men, duidelijkheidshalve, "pensioenen van de zelfstandigen" in plaats van "pensioenen".

2. Aan de hand van het bepaalde in paragraaf 2 kan niet op voldoende duidelijke wijze worden uitgemaakt welke bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 en van de wet van 15 mei 1984 van toepassing zijn op de pensioenen bedoeld in paragraaf 1.

Een manier om op een duidelijker wijze het verband tussen de verschillende regelingen aan te geven, is die van artikel 123 van de wet van 15 mei 1984. De stellers van het ontwerp zouden in die bepaling inspiratie kunnen vinden voor een formulering die meer aan het vereiste van de rechtszekerheid beantwoordt.

## Artikel 3.

Volgens paragraaf 2 wordt, in geval van vervroegd pensioen van een zelfstandige, het rustpensioen verminderd met 5 % per jaar vervroeging.

Zoals is opgemerkt in het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, is een soortgelijke vermindering voor werknemers afgeschaft.

De vraag rijst of zelfstandigen en werknemers categorieën vormen die te dezen vergelijkbaar zijn, en zo ja, of er voor het verschil in behandeling een grondwettelijke verantwoording bestaat. Binnen de hem toegemeten tijd kan de Raad van State hierover geen uitsluitend geven.



## Article 6.

Le paragraphe 2, 3°, fait mention de deux coefficients (0,567851 et 0,467909), à propos desquels aucune explication n'est fournie. Il appartient au gouvernement d'expliquer, dans le rapport au Roi, de quel calcul proviennent ces chiffres.

La même observation vaut pour l'article 9, § 2, 3°.

## Article 10.

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup> autorise le Roi à adapter, sous une condition déterminée, les coefficients visés aux articles 6, § 2, 3°, et 9, § 2, 3°.

Pour que cette délégation soit légitime, il y aurait lieu de fixer les critères sur la base desquels le Roi peut adapter ces coefficients.

Ainsi que le Comité de gestion l'observe dans son avis, cela fait apparaître en outre, une nouvelle fois, combien il est important d'expliquer la manière dont les coefficients mêmes qui sont mentionnés aux articles 6, § 2, 3°, et 9, § 2, 3°, ont été calculés.

2. Afin de souligner que l'adaptation prévue au paragraphe 2 découle de l'application pure et simple du coefficient de réévaluation cité par ce paragraphe, on écrira : "Le Roi peut augmenter ...", en appliquant un coefficient de réévaluation qui ...".

3. Le paragraphe 3 autorise le Roi à adapter le montant visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967.

Cette disposition doit figurer dans cet arrêté royal n° 38.

## Article 13.

Cet article prévoit que le Roi est autorisé à instaurer un système de pension à mi-temps.

Cette délégation est formulée en des termes trop larges. En effet, le projet n'indique pas dans quelles limites, dans quelles conditions et selon quelles normes le Roi est autorisé à instaurer ce système.

Pareille habilitation ne s'inscrit pas dans le cadre des pouvoirs que le Roi emprunte à l'une des lois de pouvoirs spéciaux du 26 juillet 1996 : elle aurait notamment pour conséquence que, dans les matières dont il est question, les pouvoirs spéciaux attribués par cette loi seraient indéfiniment prorogés par le Roi même au-delà des dates limites fixées par cette loi.

Afin de pouvoir se concilier avec la loi de pouvoirs spéciaux, la disposition de délégation doit indiquer les limites plus précises dans lesquelles le Roi peut instaurer le système concerné.

## Article 14.

Cet article prévoit que le Roi est autorisé à instaurer un supplément de pension en faveur des travailleurs indépendants dont la carrière est au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète.

Pour le même motif que celui exposé dans l'observation relative à l'article 13, cette délégation excède les limites des pouvoirs spéciaux conférés au Roi.

## Article 15.

Cet article prévoit que le Roi est autorisé à majorer le numérateur de la fraction visé à l'article 4, § 3, en faveur des travailleurs indépendants dont la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

Pour le même motif que celui exposé dans l'observation relative à l'article 13, cette délégation excède les limites des pouvoirs spéciaux conférés au Roi.

## Article 21.

Cet article entend modifier l'article 26 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.

Il n'est pas recommandé d'apporter une modification à un arrêté d'exécution ordinaire par la voie d'un arrêté de pouvoirs spéciaux. Il résulte, en effet, de ce procédé que si l'arrêté de pouvoirs spéciaux est confirmé dans son intégralité par le législateur, la disposition modifiée de cet arrêté d'exécution ne pourra plus être modifiée ou abrogée que par la loi ou par un arrêté ayant force de loi.

## Artikel 6.

In paragraaf 2, 3°, worden twee coëfficiënten gehanteerd (0,567851 en 0,467909), waarvoor geen enkele uitleg gegeven wordt. Het staat aan de regering om in het verslag aan de Koning uiteen te zetten van welke berekening die cijfers de uitkomst zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 2, 3°.

## Artikel 10.

1. Bij paragraaf 1 wordt aan de Koning machtiging verleend om, onder een bepaalde voorwaarde, de coëfficiënten bedoeld in de artikelen 6, § 2, 3°, en 9, § 2, 3°, aan te passen.

Opdat die delegatie geoorloofd zou zijn, zouden de criteria bepaald moeten worden op grond waarvan de Koning die coëfficiënten kan aanpassen.

Zoals het Beheerscomité in zijn advies opmerkt, wijst zulks bovendien nogmaals op het belang van de explicitering van de wijze waarop de coëfficiënten zelf, bedoeld in de artikelen 6, § 2, 3°, en 9, § 2, 3°, berekend werden.

2. Om te onderstrepen dat de in paragraaf 2 bedoelde aanpassing voortvloeit uit de loutere toepassing van de in die paragraaf genoemde verhogingscoëfficiënt, schrijve men : "De Koning kan ... het bedrag ... verhogen, door toepassing van een verhogingscoëfficiënt die ...".

3. Bij paragraaf 3 wordt aan de Koning machtiging verleend om het bedrag bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 aan te passen.

Die bepaling hoort thuis in dat koninklijk besluit nr. 38.

## Artikel 13.

Dit artikel voorziet in een machtiging aan de Koning om een stelsel van halftijds pensioen in te voeren.

Die opdracht is in te ruime bewoordingen geformuleerd. Het ontwerp geeft immers niet aan binnen welke perken, onder welke voorwaarden en volgens welke normen de Koning dat stelsel kan invoeren.

Een zodanige bevoegdheidstoekenning kan niet worden ingepast in de machten die de Koning ontleent aan één van de bijzondere-machtenwetten van 26 juli 1996 : zij zou met name tot gevolg hebben dat voor de hier aan de orde zijnde aangelegenheden de bijzondere machten van die wet door de Koning zelf onbeperkt worden verlengd buiten de in die wet gestelde tijdslijmielen.

Om bestaanbaar te zijn met de bijzondere-machtenwet moeten in de delegatiebepaling nadere grenzen worden aangegeven waarbinnen de Koning het bedoelde stelsel kan invoeren.

## Artikel 14.

Dit artikel voorziet in een machtiging aan de Koning om een pensioenbijslag in te voeren, ten voordele van de zelfstandigen wier loopbaan ten minste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan.

Om dezelfde reden als uiteengezet in de opmerking bij artikel 13, gaat die delegatie de grenzen te buiten van de aan de Koning verleende bijzondere machten.

## Artikel 15.

Dit artikel voorziet in een machtiging aan de Koning om de teller van de breuk bedoeld in artikel 4, § 3, te verhogen, ten voordele van de zelfstandigen wier rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat uiterlijk op 1 december 2009.

Om dezelfde reden als uiteengezet in de opmerking bij artikel 13, gaat die delegatie de grenzen te buiten van de aan de Koning verleende bijzondere machten.

## Artikel 21.

Dit artikel beoogt de wijziging van artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen.

Het verdient geen aanbeveling in een gewoon uitvoeringsbesluit een wijziging aan te brengen bij bijzondere-machtenbesluit. Die werkwijze heeft immers tot gevolg dat, als de wetgever het bijzondere-machtenbesluit in zijn geheel zou bekrachtigen, de gewijzigde bepaling van dat uitvoeringsbesluit nog alleen gewijzigd of opgeheven kan worden bij wet of wetskrachtig besluit.

La chambre était composée de :

MM. :

M. W. Deroover, président de chambre;  
P. Lemmens et L. Hellin, conseillers d'Etat;  
A. Alen et H. Cousy, assesseurs de la section de législation;  
Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par M. PL. Depuydt, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Barra, référendaire adjoint.

Le greffier,  
F. Lievens.

Le président,  
W. Deroover.

De kamer was samengesteld uit :  
de heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;  
P. Lemmens en L. Hellin, staatsraden;  
A. Alen en H. Cousy, assessoren van de afdeling wetgeving;  
Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Barra, adjunct-referendaris.

De griffier,  
F. Lievens.

De voorzitter,  
W. Deroover.

**30 JANVIER 1997. — Arrêté royal relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4<sup>e</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, notamment les articles 15 et 27;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 3 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1996;

Vu l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et qu'il est indispensable de prendre au plus tôt les dispositions nécessaires pour en prévoir son exécution et permettre à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants de prendre à temps toutes les mesures nécessaires afin de pouvoir calculer et notifier à temps les pensions qui tombent dans le champ d'application du présent arrêté;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> - Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1<sup>o</sup> par « arrêté royal n<sup>o</sup> 38 » : l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

2<sup>o</sup> par « arrêté royal n<sup>o</sup> 72 » : l'arrêté royal n<sup>o</sup> 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;

3<sup>o</sup> par « loi du 15 mai 1984 » : la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions;

4<sup>o</sup> par « travailleur indépendant » : le travailleur indépendant et l'aïdant tels qu'ils sont définis par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, pour délimiter le champ d'application de ce dernier arrêté.

**30 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>e</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 15 en 27;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 4<sup>e</sup>;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 3 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1996;

Gelet op artikel 84, eerste lid, 2<sup>e</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat dit besluit in werking moet treden op 1 juli 1997 en, dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen in staat te stellen om tijdig alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de pensioenen die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen tijdig te kunnen berekenen en betekenen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I - Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan :

1<sup>o</sup> onder « koninklijk besluit nr. 38 » : het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

2<sup>o</sup> onder « koninklijk besluit nr. 72 » : het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;

3<sup>o</sup> onder « wet van 15 mei 1984 » : de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen;

4<sup>o</sup> onder « zelfstandige » : de zelfstandige en de helper zoals zij door het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen zijn omschreven om het toepassingsgebied van dit laatste besluit af te bakenen.

CHAPITRE II - *Champ d'application*

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est d'application aux pensions des travailleurs indépendants qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

§ 2. Pour autant que les dispositions du présent arrêté ne dérogent pas aux dispositions de l'arrêté royal n° 72 et de la loi du 15 mai 1984, ces dernières dispositions restent d'application aux pensions visées au § 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE III - *Conditions d'octroi*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions du § 5 la pension de retraite prend cours à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel le demandeur atteint l'âge de la pension. L'âge de la pension est de 65 ans.

§ 2. La pension de retraite peut néanmoins prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé, avant l'âge prévu au § 1<sup>er</sup>, et au plus tôt le premier jour du mois suivant le 60<sup>ème</sup> anniversaire.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la pension de retraite est réduite de 5 p.c. par année d'anticipation.

Pour l'application du coefficient de réduction visé à l'alinéa précédent, il est tenu compte de l'âge atteint par le demandeur à son anniversaire précédant immédiatement la date de prise de cours de la pension.

§ 3. La possibilité d'obtenir une pension de retraite anticipée conformément au § 2 est soumise dans le chef de l'intéressé à la condition de prouver une carrière d'au moins 35 années civiles susceptibles d'ouvrir des droits à la pension en vertu d'un ou plusieurs régimes légaux belges de pension.

Les années civiles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont, selon le cas, prises en considération à condition que :

1° dans le régime des travailleurs indépendants :

- les années situées avant 1957 puissent ouvrir un droit à la pension;
- les années situées après 1956 elles comportent au moins deux trimestres pouvant ouvrir un droit à la pension;

2° dans le régime des travailleurs salariés et dans les autres régimes, les droits à la pension se rapportent à une occupation qui correspond à la moitié au moins d'un régime de travail à temps plein. Lorsque l'occupation ne s'étend pas sur une année civile complète, il est satisfait à cette condition si au moins l'équivalent de la durée minimale d'occupation précitée est prouvée pour l'année civile.

Pour l'application du présent paragraphe, sont prises en considération les périodes au cours desquelles l'intéressé a interrompu sa carrière professionnelle en vue d'éduquer un enfant n'ayant pas atteint l'âge de six ans accompli. Toutefois, ces périodes ne sont pas prises en considération si elles peuvent ouvrir un droit à la pension en vertu des régimes de pension visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Les périodes visées par le présent alinéa et les périodes correspondantes qui ouvrent un droit à la pension en vertu des régimes de pension visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peuvent être prises en considération qu'à concurrence d'une durée maximale de 36 mois complets. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles les périodes visées au présent alinéa doivent satisfaire pour être prises en considération.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont pas prises en considération :

- les périodes assimilées en vertu de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;
- les périodes régularisées ou attribuées en vertu des articles 3ter, 7, 75, 76, 77, 78 et 79 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;
- les périodes similaires dans d'autres régimes belges de pension.

Pour l'application du présent paragraphe, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

1° déterminer des règles particulières en cas de carrière mixte;

2° déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par une occupation qui correspond à la moitié d'un régime de travail à temps plein.

HOOFDSTUK II - *Toepassingsgebied*

**Art. 2. § 1.** Dit besluit is van toepassing op de pensioenen van de zelfstandigen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 ingaan.

§ 2. Voor zover de bepalingen van dit besluit niet afwijken van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 en van de wet van 15 mei 1984, blijven deze laatste bepalingen van toepassing op de pensioenen bedoeld in § 1.

HOOFDSTUK III - *Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 3. § 1.** Onverminderd de bepalingen van § 5, gaat het rustpensioen in vanaf de eerste van de maand die volgt op deze waarin de aanvrager de pensioenleeftijd bereikt. De pensioenleeftijd is 65 jaar.

§ 2. Het rustpensioen kan nochtans, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan voor de leeftijd bedoeld in § 1, en ten vroegste op de eerste van de maand die volgt op de 60<sup>ste</sup> verjaardag.

In het geval bedoeld in het vorige lid, wordt het rustpensioen verminderd met 5 t.h. per jaar vervroeging.

Voor de toepassing van de verminderingcoëfficiënt bedoeld in het vorige lid, wordt rekening gehouden met de leeftijd die de aanvrager bereikte op zijn verjaardag die de ingangsdatum van het pensioen onmiddellijk voorafgaat.

§ 3. De mogelijkheid om overeenkomstig § 2 een vervroegd rustpensioen te bekomen is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de belanghebbende een loopbaan bewijst van tenminste 35 kalenderjaren waarvoor pensioenrechten kunnen worden geopend krachtens een of meerdere wettelijke Belgische pensioenregelingen.

De in het eerste lid bedoelde kalenderjaren worden, naargelang van het geval, in aanmerking genomen op voorwaarde dat :

1° in de regeling voor zelfstandigen :

- de jaren gelegen vóór 1957 recht kunnen openen op pensioen;
- de jaren gelegen na 1956 tenminste twee kwartalen omvatten die recht kunnen openen op pensioen;

2° in de werknemersregeling en in de andere regelingen, de pensioenrechten betrekking hebben op een tewerkstelling die overeenstemt met ten minste de helft van een voltijdse arbeidsregeling. Wanneer de tewerkstelling niet het volledige kalenderjaar omvat, is aan deze voorwaarde voldaan indien voor het kalenderjaar tenminste het equivalent van de vermelde minimum duur van tewerkstelling wordt bewezen.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden de periodes tijdens welke de belanghebbende zijn beroepsloopbaan onderbroken heeft om een kind op te voeden dat minder dan 6 jaar oud is, in aanmerking genomen. Deze periodes komen echter niet in aanmerking als recht op pensioen ervoor kan geopend worden krachtens de in het eerste lid bedoelde pensioenregelingen. De in dit lid bedoelde periodes en de overeenkomstige periodes die recht openen op pensioen krachtens een pensioenregeling bedoeld in het eerste lid, kunnen slechts tot beloop van 36 volle maanden in aanmerking worden genomen. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaraan de in dit lid bedoelde periodes moeten voldoen om in aanmerking te worden genomen.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden niet in aanmerking genomen :

- de periodes gelijkgesteld krachtens artikel 33 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;
- de periodes geregulariseerd of toegekend krachtens de artikelen 3ter, 7, 75, 76, 77, 78 en 79 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;
- de gelijkaardige periodes in andere Belgische pensioenregelingen.

Voor de toepassing van deze paragraaf kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit :

1° bijzondere regels vaststellen in geval van gemengde loopbaan;

2° vaststellen wat onder een tewerkstelling die overeenstemt met de helft van een voltijdse arbeidsregeling moet worden verstaan.

§ 4. Le Roi peut, dans les conditions qu'il détermine, prévoir des modalités particulières selon lesquelles les bateliers ont droit à la pension de retraite anticipée.

§ 5. La pension de retraite ne peut prendre cours avant le premier du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite.

Toutefois, si le conjoint survivant qui introduit une demande de pension de survie dans les conditions visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72, a droit à une pension de retraite, celle-ci peut, sans préjudice des dispositions des §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 4, ou de l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, prendre cours à la même date que la pension de survie.

§ 6. Le Roi détermine les cas dans lesquels les droits à la pension de retraite sont examinés d'office.

#### CHAPITRE IV - Le calcul de la pension

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. La pension de retraite allouable en fonction de la carrière est exprimée par une fraction.

§ 2. Le dénominateur de cette fraction est 45.

§ 3. Le numérateur de la fraction visée au § 1<sup>er</sup> est obtenu en divisant par quatre le nombre qui exprime le total des trimestres susceptibles d'ouvrir le droit à la pension de retraite et qui se situent avant l'année au cours de laquelle la pension prend cours effectivement et pour la première fois.

Lorsqu'une année civile n'est susceptible d'ouvrir le droit à la pension de retraite que si l'intéressé justifie, pour l'année en cause, d'une occupation d'une durée déterminée par le Roi et s'il est satisfait à cette condition, ladite année intervient pour quatre trimestres.

Le Roi détermine comment est calculée la carrière qui se rapporte aux années visées à l'article 15, § 5, de l'arrêté royal n° 72. Il détermine également les conditions dans lesquelles les trimestres antérieurs à l'année au cours de laquelle le demandeur a atteint l'âge de 20 ans entrent en ligne de compte en vue de la fixation du numérateur visé par le présent paragraphe.

§ 4. L'application du paragraphe précédent ne peut avoir pour effet de retenir une fraction dépassant l'unité.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La pension de retraite est calculée en fonction des revenus professionnels.

§ 2. Par revenus professionnels, il y a lieu d'entendre :

1° pour les années antérieures à 1984 : un revenu professionnel forfaitaire de 140.021 F. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation 142,75 (base 1971 = 100);

2° pour les années à partir de 1984 : les revenus professionnels réévalués qui ont été retenus en vue de la perception, pour l'année en cause, des cotisations dues en vertu de l'arrêté royal n° 38.

Ces revenus ne sont pas retenus pour la partie qui dépasse le montant visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1°, de l'arrêté royal n° 38 tel qu'il est adapté aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation pour l'année en cause.

§ 3. Le Roi détermine :

1° comment les revenus professionnels sont, au moment où il est statué sur la demande de pension, adaptés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° les revenus fictifs dont il y a lieu de tenir compte pour les périodes postérieures à 1983 qui sont assimilées par le Roi en exécution de l'article 14, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 72.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. En vue du calcul de la pension de retraite, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est scindé en trois parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

3° le solde qui est présumé correspondre exclusivement à la partie de la carrière antérieure à 1984.

§ 4. De Koning kan, onder de voorwaarden die Hij vaststelt, bijzondere modaliteiten voorzien volgens welke de binnenschippers recht hebben op het vervroegd rustpensioen.

§ 5. Het rustpensioen kan niet ingaan vóór de eerste van de maand die volgt op deze waarin de aanvraag werd ingediend.

Nochtans, indien de langstlevende echtgenoot, die een aanvraag tot overlevingspensioen indient in de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 72, recht heeft op een rustpensioen, kan dit laatste, onverminderd de bepalingen van de §§ 1, 2 en 4, of van artikel 16, eerste lid, ingaan op dezelfde datum als het overlevingspensioen.

§ 6. De Koning bepaalt de gevallen waarin de rechten op het rustpensioen ambtshalve worden onderzocht.

#### HOOFDSTUK IV - De pensioenberekening

Art. 4. § 1. Het rustpensioen toekenbaar in functie van de loopbaan wordt uitgedrukt door een breuk.

§ 2. De noemer van deze breuk is 45.

§ 3. De teller van de breuk bedoeld in § 1 wordt verkregen door het getal dat het totaal van de kwartalen uitdrukt die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het rustpensioen en die gelegen zijn voor het jaar waarin het pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaat, te delen door vier.

Wanneer een kalenderjaar slechts in aanmerking kan komen voor de opening van het recht op het rustpensioen indien de betrokkene, voor het betrokken jaar, een bezigheid van een door de Koning bepaalde duur bewijst en wanneer aan deze voorwaarde voldaan is, wordt genoemd jaar in rekening gebracht voor vier kwartalen.

De Koning bepaalt hoe de loopbaan berekend wordt die betrekking heeft op de jaren bedoeld in artikel 15, § 5, van het koninklijk besluit nr. 72. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waarin de kwartalen gelegen voor het jaar gedurende hetwelk de aanvrager de leeftijd van 20 jaar bereikt heeft in aanmerking komen met het oog op de vaststelling van de in deze paragraaf bedoelde teller.

§ 4. De toepassing van de vorige paragraaf mag niet tot gevolg hebben dat een breuk in aanmerking wordt genomen die de eenheid overschrijdt.

Art. 5. § 1. Het rustpensioen wordt berekend in functie van de bedrijfsinkomsten.

§ 2. Onder bedrijfsinkomsten moet worden verstaan :

1° voor de jaren vóór 1984 : forfaitaire bedrijfsinkomsten van 140.021 Fr. Dit bedrag is gebonden aan het indexcijfer der consumptieprijsen 142,75 (basis 1971 = 100);

2° voor de jaren vanaf 1984 : de geherwaardeerde bedrijfsinkomsten die in aanmerking werden genomen met het oog op de inning, voor het betrokken jaar, van de bijdragen verschuldigd krachtens het koninklijk besluit nr. 38.

Deze inkomsten worden niet in aanmerking genomen voor het gedeelte dat het bedrag overschrijdt bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 38, zoals het wordt aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen voor het betrokken jaar.

§ 3. De Koning bepaalt :

1° op welke wijze de bedrijfsinkomsten, op het ogenblik waarop over de pensioenaanvraag wordt beslist, aangepast worden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen;

2° de fictieve inkomsten waarmee rekening dient te worden gehouden voor de tijdvakken na 1983 die door de Koning worden gelijkgesteld ter uitvoering van artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72.

Art. 6. § 1. Met het oog op de berekening van het rustpensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 4, § 1, in drie delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° het saldo dat verondersteld wordt uitsluitend overeen te komen met het gedeelte van de loopbaan vóór 1984.

§ 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1<sup>o</sup> une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2<sup>o</sup> 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72;

3<sup>o</sup> 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 1.346.210 F;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 1.346.210 F.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3<sup>o</sup> est lié à l'indice 341,17 (1971 = 100) et est adapté aux fluctuations de cet indice, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté royal n° 72.

§ 3. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1<sup>o</sup> la même fraction que celle qui est visée au § 2, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72;

3<sup>o</sup> une fraction qui a été fixée chaque année par le Roi et qui reflétait, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cause, le rapport entre le taux de la cotisation destinée au régime de pension des travailleurs indépendants et la somme des taux de la cotisation personnelle et de la cotisation patronale dues sur la rémunération des travailleurs salariés et destinées à leur régime de pension.

§ 4. La partie de la pension visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, se calcule conformément aux dispositions du § 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 5. Lorsque le numérateur de la fraction exprimant les années susceptibles d'ouvrir le droit à la pension de retraite est réduit en vertu de l'article 4, § 4, ou en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72, cette réduction portera, pour le calcul de la pension, sur les années qui donnent lieu à l'octroi de la pension la moins élevée.

§ 6. Les alinéas 2 à 4 de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72 sont applicables par analogie en vue du calcul de la pension conformément au présent article.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. La pension de survie allouable en fonction de la carrière du conjoint décédé est exprimée par une fraction.

§ 2. Lorsque le conjoint est décédé après le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle il a atteint l'âge de 65 ans ou lorsqu'il bénéficiait à son décès ou avait bénéficié d'une pension de retraite en qualité de travailleur indépendant, la fraction qui est visée au § 1<sup>er</sup> est égale à la fraction qui a été retenue pour le calcul de la pension de retraite du conjoint décédé ou qui, si le conjoint décédé ne bénéficiait pas ou n'avait pas bénéficié d'une pension de retraite, pourrait être retenue, par application de l'article 4 ou de l'article 18, pour le calcul d'une pension de retraite prenant cours le premier jour du mois du décès.

§ 3. Dans les autres cas, la fraction visée au § 1<sup>er</sup> est établie comme suit :

1<sup>o</sup> le numérateur représente le nombre obtenu en divisant par quatre le total des trimestres susceptibles d'ouvrir le droit à la pension de survie et qui se situent avant l'année au cours de laquelle le conjoint est décédé.

Les dispositions de l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3, sont applicables par analogie en vue de la fixation de ce numérateur;

2<sup>o</sup> le dénominateur exprime le nombre d'années que comprend la période qui débute le 1<sup>er</sup> janvier de l'année du 20<sup>ème</sup> anniversaire du conjoint décédé et qui se termine le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle il est décédé.

L'application de l'alinéa précédent ne peut aboutir à retenir une fraction dépassant l'unité.

§ 4. Le Roi fixe les modalités d'ouverture du droit à la pension de survie lorsque le conjoint est décédé avant l'expiration de l'année au cours de laquelle il a ou aurait atteint l'âge de 20 ans.

§ 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup>, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1<sup>o</sup> een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2<sup>o</sup> 75 t.h. of 60 t.h., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 72;

3<sup>o</sup> 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 1.346.210 Fr. niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 1.346.210 Fr. overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde bedrag is gekoppeld aan index 341,17 (1971 = 100) en wordt aangepast aan de schommelingen van dit indexcijfer, overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 van het koninklijk besluit nr. 72.

§ 3. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1<sup>o</sup> dezelfde breuk als deze bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> 75 t.h. of 60 t.h., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 72;

3<sup>o</sup> een breuk die elk jaar door de Koning bepaald werd en die, per 1 januari van het betrokken jaar, de verhouding weergaf tussen het percentage van de bijdrage bestemd voor het pensioenstelsel der zelfstandigen en het totaal van de percentages van de persoonlijke bijdrage en van de patronale bijdrage verschuldigd op de bezoldiging van de werknemers en bestemd voor hun pensioenstelsel.

§ 4. Het gedeelte van het pensioen bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>, wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van § 3, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

§ 5. Wanneer de teller van de breuk die de jaren uitdrukt die het recht op het rustpensioen kunnen openen verlaagd wordt krachtens artikel 4, § 4, of krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72, zal deze vermindering, voor de berekening van het pensioen, slaan op de jaren die aanleiding geven tot de toekenning van het laagste pensioen.

§ 6. Het tweede tot vierde lid van artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72 zijn van overeenkomstige toepassing bij de berekening van het pensioen ingevolge dit artikel.

Art. 7. § 1. Het overlevingspensioen toekenbaar in functie van de loopbaan van de overleden echtgenoot wordt uitgedrukt door een breuk.

§ 2. Wanneer de echtgenoot overleden is na 31 december van het jaar voorafgaand aan datgene waarin hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt of wanneer hij bij zijn overlijden een rustpensioen in de hoedanigheid van zelfstandige genoot of genoten had, is de breuk bedoeld in § 1, gelijk aan de breuk die in aanmerking werd genomen voor de berekening van het rustpensioen van de overleden echtgenoot of die, ingeval de overleden echtgenoot geen rustpensioen genoot of genoten had, met toepassing van artikel 4 of van artikel 18, in aanmerking zou kunnen worden genomen voor de berekening van een rustpensioen ingaande op de eerste dag van de maand van het overlijden.

§ 3. In de andere gevallen wordt de breuk bedoeld in § 1, als volgt vastgesteld.

1<sup>o</sup> de teller drukt het getal uit dat verkregen wordt door het totaal van de kwartalen die in aanmerking komen voor de opening van het recht op het overlevingspensioen en die gelegen zijn voor het jaar waarin de echtgenoot is overleden, te delen door vier.

De bepalingen van artikel 4, § 3, tweede en derde lid, worden bij analogie toegepast met het oog op de vaststelling van deze teller;

2<sup>o</sup> de noemer drukt het aantal jaren uit dat begrepen is in de periode die aanvangt op 1 januari van het jaar van de twintigste verjaardag van de overleden echtgenoot en die eindigt op 31 december van het jaar voorafgaand aan dat waarin hij overleden is.

De toepassing van het vorige lid mag niet tot gevolg hebben dat een breuk in aanmerking wordt genomen die de eenheid overschrijdt.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels voor de opening van het recht op het overlevingspensioen wanneer de echtgenoot is overleden voor het einde van het jaar waarin hij de leeftijd van 20 jaar heeft of zou hebben bereikt.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** La pension de survie est calculée en fonction des revenus professionnels.

§ 2. Par revenus professionnels, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels définis à l'article 5, § 2.

L'article 5, § 3, est applicable par analogie au calcul de la pension de survie.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** En vue du calcul de la pension de survie, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, est scindé en trois parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

3° le solde qui est présumé correspondre exclusivement à la partie de la carrière antérieure à 1984.

§ 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 1°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui de la fraction visée à l'article 7, § 2 ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 1.346.210 F;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 1.346.210 F

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est lié à l'indice 341,17 (1971 = 100) et est adapté aux fluctuations de cet indice, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté royal n° 72.

§ 3. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 2° est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° la même fraction que celle visée au § 2, 1°;

2° 60 p.c.;

3° la fraction visée à l'article 6, § 3, 3°.

§ 4. La partie de la pension visée au § 1<sup>er</sup>, 3°, se calcule conformément aux dispositions du § 3, 1° et 2°.

§ 5. Lorsque le numérateur de la fraction exprimant les années susceptibles d'ouvrir le droit à la pension de survie est réduit en vertu de l'article 7, § 3, alinéa 2, ou en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72, cette réduction portera, pour le calcul de la pension, sur les années qui donnent lieu à l'octroi de la pension la moins élevée.

**Art. 10. § 1.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, adapter le premier coefficient visé aux articles 6, § 2, premier alinéa, 3°, et 9, § 2, premier alinéa, 3°, en fonction de l'évolution des dépenses pour les prestations de pension, à l'exception des dépenses pour le supplément de pension visé à l'article 14, dans la totalité des dépenses dans le statut social des indépendants.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, adapter le deuxième coefficient visé aux articles 6, § 2, premier alinéa, 3°, et 9, § 2, premier alinéa, 3°, en fonction des adaptations des montants visés aux articles 6, § 2, premier alinéa, 3°, et 9, § 2, premier alinéa, 3°, et à l'article 5, § 2, alinéa 2.

Les adaptations visés aux alinéas précédents ne peuvent toutefois pas avoir un effet sur le calcul de la pension pour des années de carrière qui sont situées avant l'année au cours de laquelle ces adaptations ont lieu.

§ 2. Le Roi peut réévaluer tous les deux ans, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant visé aux articles 6, § 2, 3° et 9, § 2, 3° en appliquant un coefficient de réévaluation qui doit être égal au coefficient de réévaluation déterminé en exécution de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le conjoint est décédé avant l'année au cours de laquelle il aurait atteint l'âge visé à l'article 7, § 2, ou à l'article 19, selon le cas, et qu'il ne bénéficiait pas à son décès et n'avait pas bénéficié d'une pension de retraite en qualité de travailleur indépen-

**Art. 8. § 1.** Het overlevingspensioen wordt berekend in functie van de bedrijfsinkomsten.

§ 2. Onder bedrijfsinkomsten worden deze verstaan zoals gedefinieerd in artikel 5, § 2.

Artikel 5, § 3, wordt naar analogie toegepast voor de berekening van het overlevingspensioen.

**Art. 9. § 1.** Met het oog op de berekening van het overlevingspensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 7, § 1, in drie delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° het saldo dat verondersteld wordt uitsluitend overeen te komen met het gedeelte van de loopbaan vóór 1984.

§ 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 1°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2 of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 t.h.;

3° 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 1.346.210 Fr. niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 1.346.210 Fr. overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan index 341,17 (1971 = 100) en wordt aangepast aan de schommelingen van dit indexcijfer, overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 van het koninklijk besluit nr. 72.

§ 3. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 2°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° dezelfde breuk als deze bedoeld in § 2, 1°;

2° 60 t.h.;

3° de breuk bedoeld in artikel 6, § 3, 3°.

§ 4. Het gedeelte van het pensioen bedoeld in § 1, 3°, wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van § 3, 1° en 2°.

§ 5. Wanneer de teller van de breuk die de jaren uitdrukt die het recht op het overlevingspensioen kunnen openen verlaagd wordt krachtens artikel 7, § 3, tweede lid, of krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72, zal deze vermindering, voor de berekening van het pensioen, slaan op de jaren die aanleiding geven tot de toekenning van het laagste pensioen.

**Art. 10. § 1.** De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de eerste coëfficiënt bedoeld in de artikelen 6, § 2, eerste lid, 3°, en 9, § 2, eerste lid, 3°, aanpassen in functie van de evolutie van de uitgaven voor de pensioenuitkeringen, met uitzondering van de uitgaven voor de pensioenbijslag bedoeld in artikel 14, in de totaliteit van de uitgaven in het sociaal statuut der zelfstandigen.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de tweede coëfficiënt bedoeld in de artikelen 6, § 2, eerste lid, 3°, en 9, § 2, eerste lid, 3°, aanpassen in functie van de aanpassingen van de bedragen bedoeld in de artikelen 6, § 2, eerste lid, 3°, en 9, § 2, eerste lid, 3°, en in artikel 5, § 2, tweede lid.

De in de voorgaande leden bedoelde aanpassingen mogen evenwel geen weerslag hebben op de pensioenberekening voor loopbaanjaren die gelegen zijn vóór het jaar waarin deze aanpassingen gebeuren.

§ 2. De Koning kan, om de twee jaar, bij in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag bedoeld in de artikelen 6, § 2, 3°, en 9, § 2, 3°, verhogen door toepassing van een verhogingscoëfficiënt die gelijk dient te zijn aan de verhogingscoëfficiënt vastgesteld in uitvoering van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

**Art. 11. § 1.** Wanneer de echtgenoot overleden is vóór het jaar waarin hij de leeftijd zou hebben bereikt bedoeld in artikel 7, § 2, of in artikel 19, naargelang van het geval, en bij zijn overlijden geen rustpensioen in de hoedanigheid van zelfstandige genoot of genoten

dant, la pension de survie ne peut, par dérogation à l'article 9, être supérieure au montant obtenu en appliquant au montant d'une pension de retraite fictive la fraction obtenue par application de l'article 7, § 3, du présent arrêté et de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72.

Cette pension de retraite fictive est celle qui serait obtenue par un bénéficiaire dont le conjoint satisfait aux conditions énoncées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72, qui est supposé avoir atteint l'âge visé à l'article 7, § 2, ou à l'article 19, selon le cas, le jour du décès, justifié d'une carrière complète en qualité de travailleur indépendant et avoir eu pour les années postérieures à 1983 le revenu professionnel retenu pour les mêmes années dans le chef du conjoint défunt.

Le Roi détermine quel est le revenu dont il y a lieu de tenir compte en vue du calcul de la pension de retraite fictive visée à l'alinéa précédent pour les années ou les fractions d'années postérieures à 1983 qui n'ont pu être retenues dans la carrière du conjoint décédé.

§ 2. L'article 131bis de la loi du 15 mai 1984 n'est pas applicable au calcul de cette pension de retraite fictive.

Art. 12. Le Roi détermine comment est calculée la pension de survie dans les cas visés à l'article 7, § 4.

#### CHAPITRE V - La pension à mi-temps

Art. 13. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, selon les conditions, les modalités et pendant la période qu'il fixe, instaurer un système de pension à mi-temps en faveur des personnes qui ont droit à une pension de retraite anticipée en application de l'article 3, §§ 2 ou 4 ou de l'article 16.

Les cotisations payées, en application de l'arrêté royal n° 38, par ces personnes durant la période au cours de laquelle elles bénéficient de la pension à mi-temps ne font pas preuve de l'activité professionnelle en qualité de travailleur indépendant au sens de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72.

#### CHAPITRE VI - Dispositions diverses

Art. 14. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour les catégories qu'il désigne, selon les conditions et les modalités et pendant la période qu'il fixe, prévoir qu'un supplément de pension est payé aux bénéficiaires d'une pension de retraite dont le montant a été fixé compte tenu d'une carrière de travailleur indépendant au moins égale aux deux tiers d'une carrière complète.

Art. 15. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, selon les conditions et les modalités qu'il fixe, majorer le numérateur de la fraction visé à l'article 4, § 3, de 3,25 au maximum, lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

L'application des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut toutefois pas avoir pour effet que le numérateur ainsi majoré soit porté à un nombre qui dépasse les deux tiers du dénominateur visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18, de 0,25 ou plus.

#### CHAPITRE VII - Dispositions transitoires

Art. 16. Par dérogation à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, et en ce qui concerne les femmes, l'âge de la pension est ramené à :

1° 61 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1999;

2° 62 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2002;

3° 63 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2005;

4° 64 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

had, mag het overlevingspensioen, in afwijking van artikel 9, niet hoger zijn dan het bedrag verkregen door de toepassing, op het bedrag van een fictief rustpensioen, van de breuk die werd verkregen na toepassing van artikel 7, § 3, van dit besluit en van artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72.

Dit fictief rustpensioen is datgene dat zou bekomen worden door een gerechtigde wiens echtgenoot voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 72, die verondersteld wordt de leeftijd bedoeld in artikel 7, § 2, of in artikel 19, naargelang van het geval, te hebben bereikt op de dag van het overlijden, een volledige loopbaan als zelfstandige te bewijzen en, voor de jaren na 1983, het bedrijfsinkomen te hebben gehad dat voor dezelfde jaren werd in aanmerking genomen voor de overleden echtgenoot.

De Koning bepaalt wat het inkomen is waarmee, met het oog op de berekening van het fictief rustpensioen bedoeld in het vorige lid, rekening moet worden gehouden voor de jaren of gedeelten van de jaren na 1983 die niet in aanmerking konden worden genomen in de loopbaan van de overleden echtgenoot.

§ 2. Artikel 131 bis van de wet van 15 mei 1984 is niet van toepassing op de berekening van dit fictief rustpensioen.

Art. 12. De Koning bepaalt hoe het overlevingspensioen wordt berekend in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 4.

#### HOOFDSTUK V. — Het halfijds pensioen

Art. 13. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, volgens de voorwaarden en modaliteiten en tijdens de periode die Hij bepaalt, voor de personen die in toepassing van artikel 3, §§ 2 of 4, of van artikel 16, recht hebben op een vervroegd rustpensioen, een stelsel van halfijds pensioen instellen.

De bijdragen die in toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 door deze personen worden betaald gedurende de periode waarin zij het halfijds pensioen genieten, gelden niet als bewijs van de beroepsbezigheid als zelfstandige in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 72.

#### HOOFDSTUK VI - Diverse bepalingen

Art. 14. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor de categorieën die Hij aanduidt, volgens de voorwaarden en modaliteiten en tijdens de periode die Hij bepaalt, voorzien dat een pensioenbijslag wordt betaald aan de gerechtigden op een rustpensioen waarvan het bedrag werd vastgesteld rekening houdend met een loopbaan als zelfstandige die tenminste gelijk is aan twee derde van een volledige loopbaan.

Art. 15. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, volgens de voorwaarden en modaliteiten die Hij bepaalt, de teller van de breuk bedoeld in artikel 4, § 3, verhogen met maximaal 3,25 wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaat op 1 juli 1997 en uiterlijk op 1 december 2009.

De toepassing van de bepalingen van het eerste lid mag evenwel niet tot gevolg hebben dat de aldus verhoogde teller gebracht wordt op een getal dat de twee derden van de noemer bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18 met 0,25 of meer overschrijdt.

#### HOOFDSTUK VII - Overgangsbepalingen

Art. 16. In afwijking van artikel 3, § 1, en voor wat de vrouwen betreft, wordt de pensioenleeftijd gebracht op :

1° 61 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 en uiterlijk op 1 december 1999 ingaat;

2° 62 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2000 en uiterlijk op 1 december 2002 ingaat;

3° 63 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2003 en uiterlijk op 1 december 2005 ingaat;

4° 64 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2006 en uiterlijk op 1 december 2008 ingaat;

Toutefois, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions de l'article 3, § 3, ou de l'article 17, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressée, avant l'âge prévu à l'alinéa précédent et au plus tôt le premier jour du mois suivant le 60ème anniversaire.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la pension de retraite est réduite de 5 p.c. par année d'anticipation.

Pour l'application du coefficient de réduction visé à l'alinéa précédent, il est tenu compte de l'âge atteint par le demandeur à son anniversaire précédant immédiatement la date de prise de cours de la pension.

**Art. 17.** Par dérogation à l'article 3, § 3, la condition de durée de carrière est ramenée :

1° à 20 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1997;

2° à 22 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1998;

3° à 24 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1999;

4° à 26 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2000;

5° à 28 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2001;

6° à 30 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2002;

7° à 32 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2003;

8° à 34 ans lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2004.

Les dispositions de l'article 3, § 3, alinéas 2 à 5 sont d'application.

**Art. 18.** Par dérogation à l'article 4, § 2, et en ce qui concerne les femmes, le dénominateur est ramené :

1° à 41 lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1999;

2° à 42 lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2002;

3° à 43 lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2005;

4° à 44 lorsque la pension de retraite prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

**Art. 19.** Par dérogation à l'article 7, § 2, et en ce qui concerne les femmes, l'âge de 65 ans est ramené à :

1° 61 ans lorsque le décès est survenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et au plus tard le 31 décembre 1999;

2° 62 ans lorsque le décès est survenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et au plus tard le 31 décembre 2002;

3° 63 ans lorsque le décès est survenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et au plus tard le 31 décembre 2005;

4° 64 ans lorsque le décès est survenu au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et au plus tard le 31 décembre 2008.

#### CHAPITRE VIII - Dispositions modificatives

**Art. 20.** A l'article 12 de l'arrêté royal n° 38, modifié par les lois du 12 juillet 1972, du 23 décembre 1974, du 6 février 1976, du 13 juin 1985, du 30 décembre 1988, du 26 juin 1992 et du 30 mars 1994 et par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, le § 1<sup>er</sup> est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, augmenter le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, jusqu'au niveau du montant annuel visé à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967

Nochtans, voor zover voldaan is aan de voorwaarden van artikel 3, § 3, of van artikel 17, kan het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan vóór de leeftijd bedoeld in het vorige lid en ten vroegste op de eerste van de maand die volgt op de 60ste verjaardag.

In het geval bedoeld in het vorige lid wordt het rustpensioen verminderd met 5 t.h. per jaar vervroeging.

Voor de toepassing van de verminderingscoëfficiënt bedoeld in het vorige lid, wordt rekening gehouden met de leeftijd die de aanvrager bereikte op zijn verjaardag die de ingangsdatum van het pensioen onmiddellijk voorafgaat.

**Art. 17.** In afwijking van artikel 3, § 3, wordt de voorwaarde inzake duur van de loopbaan gebracht :

1° op 20 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 en uiterlijk op 1 december 1997 ingaat;

2° op 22 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1998 en uiterlijk op 1 december 1998 ingaat;

3° op 24 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1999 en uiterlijk op 1 december 1999 ingaat;

4° op 26 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2000 en uiterlijk op 1 december 2000 ingaat;

5° op 28 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2001 en uiterlijk op 1 december 2001 ingaat;

6° op 30 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2002 en uiterlijk op 1 december 2002 ingaat;

7° op 32 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2003 en uiterlijk op 1 december 2003 ingaat;

8° op 34 jaar wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2004 en uiterlijk op 1 december 2004 ingaat.

De bepalingen van artikel 3, § 3, leden 2 tot 5 zijn van toepassing.

**Art. 18.** In afwijking van artikel 4, § 2, en voor wat de vrouwen betreft, wordt de noemer gebracht :

1° op 41 wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 en uiterlijk op 1 december 1999 ingaat;

2° op 42 wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2000 en uiterlijk op 1 december 2002 ingaat;

3° op 43 wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2003 en uiterlijk op 1 december 2005 ingaat;

4° op 44 wanneer het rustpensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2006 en uiterlijk op 1 december 2008 ingaat.

**Art. 19.** In afwijking van artikel 7, § 2, en voor wat de vrouwen betreft, wordt de leeftijd van 65 jaar gebracht :

1° op 61 jaar wanneer het overlijden zich ten vroegste op 1 juli 1997 en uiterlijk op 31 december 1999 heeft voorgedaan;

2° op 62 jaar wanneer het overlijden zich ten vroegste op 1 januari 2000 en uiterlijk op 31 december 2002 heeft voorgedaan;

3° op 63 jaar wanneer het overlijden zich ten vroegste op 1 januari 2003 en uiterlijk op 31 december 2005 heeft voorgedaan;

4° op 64 jaar wanneer het overlijden zich ten vroegste op 1 januari 2006 en uiterlijk op 31 december 2008 heeft voorgedaan.

#### HOOFDSTUK VIII - Wijzigingsbepalingen

**Art. 20.** In artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 38, gewijzigd bij de wetten van 12 juli 1972, 23 december 1974, 6 februari 1976, 13 juni 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994 en bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt § 1 aangevuld met de volgende bepaling :

« De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag bedoeld in het eerste lid, 1°, verhogen tot het niveau van het jaarbedrag bedoeld in artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van



relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et adapté conformément au dernier alinéa du même article. ».

**Art. 21.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 38, modifié par la loi du 6 février 1976 et par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa les mots « l'âge de 65 ans ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme » sont remplacés par les mots « l'âge de la pension, tel que défini aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne »;

2° le quatrième alinéa est abrogé.

**Art. 22.** A l'article 26 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants les mots « l'âge de 65 ans ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme » sont remplacés par les mots « l'âge de la pension, tel que défini aux articles 3, § 1 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. ».

**Art. 23.** L'article 30bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72, inséré par la loi du 12 juillet 1972 et modifié par les arrêtés royaux n° 1 du 26 mars 1981, n° 34 du 30 mars 1982 et n° 416 du 16 juillet 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Les prestations visées par le présent chapitre ne sont payables que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle et s'il ne jouit pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité, de chômage involontaire ou d'interruption de carrière, par application d'une législation de sécurité sociale belge ou étrangère ou d'un statut applicable au personnel d'une institution de droit public international, ni d'une indemnité complémentaire accordée dans le cadre d'une pré-pension conventionnelle. ».

**Art. 24.** L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture est remplacé par la disposition suivante :

« Pour avoir droit à ce régime communautaire d'aides, le cédant doit bénéficier d'une pension anticipée de travailleur indépendant en vertu des dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. ».

**Art. 25.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le cédant, pour lequel le Ministère de l'Agriculture a transmis l'attestation visée à l'article 4 à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, reçoit entre 60 et 65 ans un supplément annuel à sa pension octroyée conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. ».

24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aangepast overeenkomstig het laatste lid van hetzelfde artikel. ».

**Art. 21.** In artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38, gewijzigd bij de wet van 6 februari 1976 en bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de leeftijd van 65 of 60 jaar bereikt, naargelang het een man of een vrouw betreft » vervangen door de woorden « de pensioenleeftijd bereikt, zoals bepaald in de artikelen 3, § 1, en 16 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie »;

2° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, worden de woorden « de leeftijd van 65 of 60 jaar bereikt, naargelang het een man of een vrouw betreft » vervangen door de woorden « de pensioenleeftijd bereikt, zoals bepaald in de artikelen 3, § 1, en 16 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie. ».

**Art. 23.** Artikel 30bis, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 72, ingevoegd door de wet van 12 juli 1972 en gewijzigd door de koninklijke besluiten nr. 1 van 26 maart 1981, nr. 34 van 30 maart 1982 en nr. 416 van 16 juli 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in dit hoofdstuk bedoelde uitkeringen zijn slechts betaalbaar indien de gerechtigde geen beroepsbezigheid uitoefent en zo hij geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit, onvrijwillige werkloosheid of loopbaanonderbreking bij toepassing van een Belgische of buitenlandse wetgeving inzake sociale zekerheid of van een statuut dat van toepassing is op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, noch een aanvullende vergoeding, toegekend in het kader van een conventioneel bruggpensioen, geniet. ».

**Art. 24.** Artikel 4, eerste lid, van de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om recht te hebben op deze communautaire steunregeling moet de cedent het vervroegd pensioen als zelfstandige genieten krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen en het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie. ».

**Art. 25.** Artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De cedent, voor wie het Ministerie van Landbouw het in artikel 4 bedoelde attest heeft overgezonden aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, ontvangt vanaf de leeftijd van 60 jaar tot 65 jaar een jaarlijks supplement op het pensioenbedrag dat toegekend werd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen en het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie. ».

**Art. 26.** L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le cédant, pour lequel le Ministère de l'Agriculture a transmis l'attestation visée à l'article 4 à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, reçoit entre 65 et 75 ans un supplément annuel à sa pension octroyée conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Ce supplément annuel est calculé comme suit :

1° S'il s'agit d'une pension de retraite :

$(P.M. \times F.C. \times 5 \text{ p.c.} \times A.A.) + (P.M. \times A.A./45)$ .

2° S'il s'agit d'une pension de survie :

$(P.M. \times A.A./45)$ .

Les abréviations utilisées dans ces formules signifient :

P.M. : le montant de la pension minimum visée à l'article 131bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

F.C. : fraction de carrière telle que fixée en application des dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

A.A. : nombre d'années de cessation anticipée (de 1 à 5 ans au maximum) au sens de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'article 3, § 2, ou de l'article 16, alinéas 2, 3 et 4, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Le supplément annuel ainsi accordé n'est pas adapté à l'évolution du coût de la vie ni à une quelconque modification des montants de pension octroyés non liée à la carrière. »

#### CHAPITRE IX - Dispositions finales

**Art. 27.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

**Art. 28.** Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

**Art. 26.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De cedent, voor wie het Ministerie van Landbouw het in artikel 4 bedoelde attest heeft overgezonden aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, ontvangt vanaf de leeftijd van 65 jaar tot 75 jaar een jaarlijks supplement op het pensioenbedrag dat toegekend werd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen en het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie.

Dit jaarlijks supplement wordt berekend als volgt :

1° Indien het een rustpensioen betreft :

$(M.P. \times L.B. \times 5 \text{ pct.} \times J.V.) + (M.P. \times J.V./45)$ .

2° Indien het een overlevingspensioen betreft :

$(M.P. \times J.V./45)$ .

In deze formules wordt verstaan onder :

M.P. : het bedrag van het minimumpensioen bedoeld in artikel 131bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

L.B. : de loopbaanbreuk zoals vastgesteld met toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen en het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie.

J.V. : het aantal jaren vervroeging (van 1 tot maximum 5 jaar) in de zin van artikel 3, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van artikel 3, § 2, of van artikel 16, leden 2, 3 en 4, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie.

Het aldus toegekend jaarlijks supplement wordt niet aangepast aan de evolutie van de kosten van levensonderhoud noch aan enige niet aan de loopbaan gebonden wijziging van de toegekende pensioenbedragen. »

#### HOOFDSTUK IX - Slotbepalingen

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

**Art. 28.** Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN